

Archives cantonales vaudoises

Rapport d'activité 2016



ILLUSTRATION: Rendre les Archives cantonales vaudoises plus visibles

(Olivier Rubin, photographe, ACV, 2017)

ADRESSE: Archives cantonales vaudoises

Rue de la Mouline 32

1022 Chavannes-près-Renens

TELEPHONE: National: 021 316 37 11

International: + 41 21 316 37 11

E-MAIL: info.acv@vd.ch

INTERNET: http://www.patrimoine.vd.ch/archives-cantonales/accueil/

ACCES: - Transports publics: Métro M1 dès Lausanne-Flon (Centre-Ville) ou

dès Renens-CFF, arrêt «Unil-Mouline».

Bus n°31, dès «Renens-Gare sud», arrêt «Mouline».

- Par la route: depuis le centre-ville, direction «Genève» ou «Université», route de Chavannes/route de la Maladière, rue du

Léman (sous l'autoroute), rue de la Mouline.

- Par l'autoroute: direction «Lausanne-Sud», sortie «Université/ EPFL», direction «Sciences humaines», traverser le métro, direction

«Chavannes/La Mouline».

- Places de parc devant le bâtiment: s'inscrire à la réception.

HEURES D'OUVERTURE: Lundi, mardi, jeudi, vendredi: 9 h.00 - 17 h.00

Mercredi: 14 h.00 - 19 h.00

FERMETURE ANNUELLE: Deux premières semaines de mars

SOCIETES AYANT

LEUR SIEGE AUX ACV: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie

Cercle vaudois de généalogie

Rédaction de la partie administrative: Gilbert Coutaz, avec la collaboration du personnel

Mise en page: Olivier Rubin

Lectorat: Gilbert Coutaz, Chavannes-près-Renens, août 2017

1200 exemplaires

Introduction

Même planifiés, les départs à la retraite au 31 juillet 2016 d'Olivier Conne, archiviste entré en fonction le 1^{er} septembre 1990, et au 31 décembre 2016 de Christian Gilliéron, adjoint du directeur, aux ACV dès le 1^{er} avril 1992, ont agité l'année 2016.

Le premier a participé à l'introduction et au développement de l'informatique institutionnelle. Il a été de toutes les étapes, aux côtés du directeur, des réflexions sur l'archivage électronique, de l'ouverture et des évolutions du site des ACV et de la création du pôle numérique. Il a été le promoteur et le dépositaire des nouvelles normes archivistiques, dès 1996, au changement de directeur à la tête de l'institution.

Le second, promu adjoint du directeur, le 1^{er} septembre 2002, a été par sa double formation universitaire en lettres et en droit l'auteur principal de la première loi sur l'archivage (14 juin 2011), et de son règlement d'application (19 décembre 2011) jamais votés dans le canton de Vaud. Son nom se retrouve derrière les différentes directives sur l'accès à l'information. Il a soutenu l'ensemble des procédures formelles sur l'archivage. Son savoir-faire a été remarqué dans le traitement des questions sociétales qui ont été posées aux ACV, en particulier l'affaire des fonds en déshérence, la stérilisation des handicapés mentaux et les placements extrafamiliaux.

Les ACV doivent beaucoup à ces deux collaborateurs, loyaux et fidèles serviteurs de la fonction publique. Leur remplacement a pu se faire dans les délais.

Parallèlement, les ACV ont dû déplorer le décès de Daniel Cavin, le 22 novembre 2016, dans sa 75e année. Entré à l'Etat de Vaud, d'abord au Bureau de la signalisation routière en septembre 1969, puis aux Archives cantonales dès décembre 1973, il passa du marquage des routes à celui des documents! En fait, comme employé de salle, il a assumé l'étiquetage des contenants des fonds d'archives et la communication des documents au public. Il a pris sa retraite le 31 décembre 2003. Méticuleux et quelque peu bougon, il a marqué pendant 30 ans la salle de lecture. Il est resté proche des ACV jusque dans les dernières années de sa vie. Nous garderons un souvenir lumineux d'un collaborateur représentatif d'une génération de personnel aux ACV.

Les dossiers ont continué à se succéder en masse, comme en 2015, dans des proportions relativement similaires, mais dans des urgences différentes. Si les entrées d'archives sont revenues à des proportions ordinaires 544 mètres linéaires (contre 1525 en 2015), c'est aussi dû aux restrictions imposées par les travaux de densification qui se sont achevés sans accroc à fin juin 2016. Les sollicitations sont restées identiques dans le traitement des courriers scientifiques, en particulier ceux ayant trait aux victimes de mesures coercitives, dans l'examen sanitaire et la numérisation des registres cadastraux et des plans, ainsi que dans le suivi de la question de l'archivage électronique dont les retards sont gênants devant l'urgence à trouver des solutions pour l'ensemble du fonctionnement de l'administration et pour l'archivage électronique historique.

Comme chaque année depuis 1996, seul le recours à du personnel auxiliaire, un des plus forts tournus de Suisse, a permis d'assurer le fonctionnement de l'institution. Ce n'est pas une solution durable à un moment où la polyvalence des postes a atteint ses limites et la situation demande des postes spécialisés. Il n'empêche que les ACV doivent rester une institution d'accueil de stagiaires (sinon les filières de formation capoteront), des chômeurs et des handicapés (elles ont un devoir de solidarité envers l'administration), les civilistes et les apprentis (dans le cadre des accords passés avec la Bibliothèque cantonale et universitaire Lausanne), mais dans des proportions limitées.

1. Personnel

1.1.Personnel régulier (au 1^{er} janvier 2017)

Directeur: Gilbert Coutaz

Adjoint du directeur: François Falconet

Pôle administratif et financier:

Gestionnaires de dossiers: Corinne Brélaz

Carole Laubscher

Pôle services généraux:

Assistant-archiviste principal: Jean-Marc Falciola

Assistant(e)s-archivistes: Dominique Barraud (50 %)

Claudia Margueron

Pôle archivistique et scientifique:

Archiviste, chargé des relations

avec les communes:

Archivistes:

Acacio Calisto

Jérôme Guisolan

Gilles Jeanmonod

Bibliothécaire documentaliste scientifique: Jean-Luc Wermeille (60 %)

Pôle technique:

Photographe: Olivier Rubin

Assistants-photographes: Laurent Pont (100 %, CDD 2015-2017)

Simon Rimaz (50 %, CDD 2015-2017)

Restauratrice: Anne Bellanger (50 %)
Assistante-restauratrice: Evelyne Somparé (25 %)

Salomé Lutz (100 %, CDD 2014-2016)

Service immeubles, patrimoine et logistique (SIPAL):

Concierge: Michel Morgenthaler

Les postes de Laurent Pont et Simon Rimaz (01.04.2015-31.03.2017) sont financés par le crédit alloué pour les «travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés» (numérisation des collections de plans cadastraux et de cartes, ainsi que d'autres sources) (voir le chapitre 9).

1.2. Personnel auxiliaire

Six mandataires, aux taux d'activité très variés, ont assumé les travaux suivants:

 Alexandre Pahud a été reconduit en 2016 dans son mandat de seconder l'adjoint du directeur en effectuant sous sa direction des recherches pour répondre aux demandes d'information des personnes ayant connu des placements extrafamiliaux pendant leur enfance et leur adolescence.

- François Bos a poursuivi l'inventaire de plusieurs parts du fonds de la Fondation audoise du patrimoine scolaire (N 14; 420 m.l. de documents de toutes natures);
- l'engagement de Daniel Guélat a été maintenu dans le cadre de la préparation et de la réalisation des aspects logistiques de la 2º étape de la densification des dépôts des ACV, qui a notamment nécessité le déplacement de plusieurs kilomètres linéaires de documents et leur réorganisation topographique. Il s'est vu chargé dans la seconde moitié de l'année de l'intégration des inventaires dactylographiés dans la base de données DAVEL, tout en opérant un certain nombre de contrôles sur le contenu et l'importance matérielle;
- Chariklia Tziamtzi a été engagée à temps partiel comme conservatrice-restauratrice pour faire face aux délais de la numérisation des registres de plans cadastraux, des cartes et des plans;
- Jessica Seger a vu son statut modifié, dès mi-septembre: de stagiaire, elle a passé à mandataire pour finaliser l'inventaire du fonds d'archives PP 984 (Couvreu de Deckersberg, famille et familles alliées);
- Samuel Favre s'est vu confier l'organisation du versement du fonds de DM-Echange et mission (PP 1002; 195 m.l.), puis son inventaire, avec des niveaux d'analyse modulés en fonction des types documentaires.

Une auxiliaire, Mme Ana Reyes de Sanchez, a secondé le concierge dans ses tâches d'entretien (budget du Service immeubles, patrimoine et logistique).

Dans le cadre de divers programmes d'emploi temporaire subventionné ou de stages de réinsertion professionnelle, les ACV ont pu bénéficier, pour des périodes qui ont varié de 2 semaines à 6 mois (dans certains cas, partiellement sur 2015 ou 2017), de la collaboration de sept personnes, qui ont assuré des travaux, soit de classement et d'inventaire, soit de saisie informatique, numérisation, manutention (en particulier la préparation de la 2° étape de la densification des dépôts des ACV), numérotation, conditionnement et/ou étiquetage: Vegim Asani, Raphaël Rollinet, Raphäel Mengarda, Shenoll Restelica, Dana Guerreiro, Mathieu Giradin et Jean-Luc Brute.

Dans la conduite partagée de l'inventaire des archives de Terre des hommes, 4 civilistes ont été engagés par les responsables du mouvement: Antoine Briod (déjà présent depuis septembre 2015), Yoan Rithner, Lucas Dall'Olio et Martin Bovay, les ACV assurant l'encadrement. De leur côté, les ACV ont recouru à deux civilistes pour un total de 35 semaines: Vincent Marchese et Jonas Guyot ont assumé des travaux de tri, de classement et d'inventaire de fonds d'archives, ainsi que le récolement et la correction de l'*Inventaire blanc*.

Les ACV collaborent à la formation des apprentis Agents en Information Documentaire (AID) de la Bibliothèque Cantonale et Universitaire - Lausanne (BCUL) en les recevant environ deux mois au cours de leur 2° année et un mois et demi pendant leur 3° année, afin de leur fournir l'expérience professionnelle nécessaire à garantir leur polyvalence (l'apprentissage d'AID est commun aux domaines de la bibliothèque, de la documentation et de l'archivistique). En 2016, 4 apprenti(e)s, Pierre Guanzini, Florent Meystre, Laure Borremans et Nathalie Cuénoud ont ainsi effectué des stages d'archivistique dans notre institution.

Dix personnes ont suivi des stages d'initiation professionnelle aux ACV, généralement d'une durée de six mois en vue de leur admission dans différentes filières de formation du domaine de l'information documentaire ou dans le cadre de ces études (notamment le bachelor ou master en information documentaire de la Haute école de gestion de Genève ou le Master of Advanced Studies in Archival, Library and Information Science des Universités de Berne et Lausanne). Suivant des programmes de travail individuels de difficultés croissantes, ces stagiaires ont collaboré aux différents travaux des ACV, principalement le classement des fonds et la création des instruments de recherche, puis ont rédigé seuls de nombreux inventaires de fonds officiels et privés. Il s'agit de Charlotte Magnenat, Alain Chardonnens, Chiara Gizzi, Adrian Rey Rodriguez, Kate Espasandin, Rémy Le Hongh-Linh, Valérie Pham, Raphaël Berthoud et Mathieu Saboureau. Pour être complet, il faut ajouter le Master avec spécialisation « Histoire: recherche, exploitation et mise en valeur des sources », sous la direction du professeur Bernard

Andenmatten, d'Alessia Belli, de six semaines. Il a porté sur les analyses de parchemins et des documents correspondant aux *Nouveaux Titres*.

Dans le cadre du projet «Travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés», une personne (Melissa Maréchal) a effectué un stage de restauration-conservation de trois mois, désormais exigés des écoles de formation en Suisse et en France, sous la direction de la restauratrice des ACV, consacrés principalement aux travaux de préparation de la numérisation des collections de plans cadastraux et de cartes (dépoussiérage, nettoyage à sec, consolidation, etc.).

Comme chaque année, la réalisation d'une part considérable des missions des ACV a reposé sur ce personnel auxiliaire et temporaire, ce qui cause d'importants problèmes d'organisation et représente une lourde charge d'encadrement pour le personnel régulier. Les 26 (30 en 2016) personnes différentes ainsi employées ont fourni l'équivalent de 8,4 (7,6) Equivalent Temps Plein (ETP), à mettre en regard avec les 12,65 ETP du personnel fixe.

1.3. Formation permanente du personnel

Outre différentes journées de travail, réunions ou visites auxquelles ils ont assisté, organisées notamment par l'Association des archivistes suisses (AAS), l'Association vaudoise des archivistes (AVA) ou le Forum des archivistes de Genève, les membres du personnel des ACV ont suivi les formations suivantes:

- Corinne Brélaz: atelier de formation SAP;
- Anne Bellanger: séminaires CEP («Gérer les personnalités dites difficiles»; «Langage non verbal: assurer la cohérence de sa communication»);
- Eloi Contesse, Gilbert Coutaz et Olivier Rubin ont participé à la Journée des contributeurs Typo3;
- Gilbert Coutaz, Acacio Calisto, Eloi Contesse, Jérôme Guisolan et Gilles Jeanmonod ont suivi tout ou partie la formation donnée sur 4 jours par la société SERDA: mise en place de la conservation probatoire (analyse de risque et action d'évaluation selon la norme ISO 18128: 2014: Information et documentation Evaluation du risque pour les processus et systèmes d'enregistrement).

2. Bâtiment et équipement

Densification: l'année 2016 a permis de terminer au 30 juin la 2° étape de la densification des locaux, (remplacement des rayonnages fixes par des rayonnages mobiles), limitée au 4° étage du bâtiment et à l'aménagement au niveau 1 d'un espace adapté aux conditions climatiques (plus sec et plus froid) de la conservation des archives photographiques (hormis les négatifs), sonores, filmiques et sur support informatique. Grâce à une excellente coordination entre le maître d'ouvrage et les entreprises, les travaux se sont passés sans accroc ni retard. Les engagements financiers de l'EMPD adopté par le Grand Conseil le 23 juin 2015, prévoyant l'octroi d'un crédit d'ouvrage de 1 450 000 francs, ont été tenus. Rappelons que depuis le 1° janvier 2016, le système de sécurisation de l'ensemble des portes d'entrée du bâtiment, palières et de liaison est opérationnel et qu'il a été couplé avec la gestion des temps du personnel. Les rayonnages fixes démontés ont été récupérés par d'autres services de l'Etat, sans contrepartie financière.

Parking: depuis leur installation à la rue de la Mouline, les ACV disposent d'un parking de 27 places, soit 18 places «Visiteurs», 7 places numérotées de 1 à 7, et de places «Livraison». S'ajoute à l'opposé, proche de l'entrée du bâtiment, 1 place «Handicapés». Elles ont à l'ouest encore 6 places de parc, marquées «Archives cantonales vaudoises» et numérotées de 8 à 13. Une barrière de protection avait été posée en 2015, en relation avec le système de sécurité du bâtiment. A la faveur de la nouvelle politique de parcage sur le site de l'Université de Lausanne introduite le 20 avril 2016, des négociations ont été entreprises entre les services de l'Université et le Service immeubles, patrimoine et logistique de

l'Etat de Vaud, pour intégrer le parking des ACV aux places de parcage du quartier de la Mouline. Il était prévu d'aboutir en septembre 2016. En fait, la mise en œuvre des décisions a été différée au 2 août 2017, comme pour l'ensemble des quartiers universitaires. Ce n'est pas sans un certain flottement qu'il a fallu gérer les demandes des usagers des ACV, souvent fâchés de ne pas être assurés d'avoir une place libre, et amendés, alors qu'ils sont exemptés de tout paiement contre l'obtention d'une contremarque à la réception du bâtiment des ACV. Les places du personnel régulier des ACV qui s'acquittent d'une facture mensuelle ont été souvent prises par des visiteurs qui ne savaient où parquer par manque de place dans le quartier. La situation devrait être assainie en 2017, chaque partie s'employant à trouver les solutions qui s'imposent, dans le respect des accords initiaux.



Mobilier: une somme exceptionnelle a pu aussi être obtenue pour l'achat d'un meuble Kardex « Pater noster », demandé depuis plusieurs années, en remplacement de celui qui avait été installé en 1985 irrécupérable; remplacement du frigo de l'atelier de restauration.

Divers: les travaux de réparation et d'entretien suivants ont été exécutés en 2016: étanchéité pied de façade, entretien annuel de la toiture, remplacement gré à gré des stores; suite et fin du changement graduel de tous les luminaires par des installations LED économes en énergie, curage des canalisations eaux claires et nettoyage de 14 sacs de route, contrôle statique de la dalle au niveau 4 pour la pose d'un nouvel appareil Kardex et équipement de panneaux acoustiques en salle de conférences.

Equipement informatique: voir le chapitre 3.

3. Informatique

Comme en 2015, la direction des projets complexes d'archivage électronique d'une part, de numérisation d'autre part, a impliqué une mobilisation importante et presque permanente, tout au long de l'année, du directeur et de l'archiviste en charge des questions informatiques, respectivement de l'archiviste responsable du projet de numérisation et du photographe, ainsi qu'un engagement suivi de membres du Pôle institutions de la Direction des systèmes d'information (DSI).

Le directeur fait partie du Comité de pilotage du nouveau Système d'Information pour l'Exécutif et le Législatif (Bleu SIEL), l'archiviste chargé des relations avec les Communes est le Représentant de l'Optimisation des Processus (ROP) dans le cadre du déploiement de la cyberadministration vaudoise.

Archivage électronique: à l'issue de l'étude initiée en mars 2012 sur l'archivage électronique, l'architecture logique et fonctionnelle du futur système a été définie, un cahier des charges a été rédigé et un appel d'offres a été publié. La commission d'évaluation a dû malheureusement statuer négativement, renvoyant le dossier à des études complémentaires, notamment l'examen d'une solution d'externalisation des données d'archivage historique auprès des Archives fédérales suisses. L'archivage électronique historique nécessite la mise en place en amont d'un dispositif pour assurer la conservation probatoire des documents de l'Etat. Le périmètre du projet initial a été élargi depuis 2015 de manière à ce que les documents numériques à valeur historique produits par le Système d'Information des autorités Exécutive et Législative (Bleu SIEL) puissent, à terme, être archivés dans les meilleures conditions. L'adoption par le Grand Conseil, le 1er novembre 2016, de l'Exposé des motifs et projets de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 13 036 200.- pour le renouvellement du Système d'Information Exécutif et Législatif, et le renvoi de l'EMPD Conservation probatoire à février 2018, obligent les ACV à être présentes dès le démarrage du projet Bleu SIEL (novembre 2016) pour l'implémentation du Records management, et à conduire conjointement les deux autres EMPDs Conservation et Etude sur le Nouveau Système d'Information des ACV (ENSIACV), ce dernier donnant les moyens humains et techniques pour que les ACV puissent jouer le rôle de site-pilote, aux côtés des secteurs d'activité engagés dans la démarche Bleu SIEL, dans la gestion continue et rationnelle des documents numériques qu'elles produisent, répondant aux exigences de la conservation probatoire et de l'archivage électronique historique. Il s'agit désormais de créer cette chaîne de confiance entre l'élaboration/la production des informations/documents jusqu'à leur sort final (élimination ou versement aux ACV) selon le modèle organisationnel du Records Management (il postule la création d'une « brique transversale et commune » à l'administration cantonale vaudoise pour la «Conservation probatoire») et la mise en place d'un modèle fonctionnel pour l'archivage électronique historique OAIS (= Open Archival Information System).

Ces travaux ont exigé une collaboration étroite et ininterrompue entre les ACV et la DSI, avec l'appui de consultants et le recours progammé dès 2017 à un (-e) spécialiste du Records Management, rattaché aux ACV. Il ne fait pas de doute que les projets ont gagné en maturité au fil des études et ont permis de valoriser les approches métier.

Les constats portés dans le rapport 2015 n'ont pas perdu de leur pertinence. Il est judicieux de les rappeler ici: le dossier de l'archivage électronique sera le dossier majeur de ces dix prochaines années. Il exigera de lourds investissements humains, une reconsidération du fonctionnement de l'institution et une évolution forte des compétences de tout le personnel.

Numérisation: les travaux de numérisation débutés en avril 2015 avec le Pôle numérique installé aux ACV se sont poursuivis au rythme prévu, non sans avoir connu quelques avaries avec les caméras qui ont pu être réparées. Ils requièrent une étroite collaboration entre les différents intervenants: planification des lots, examen sanitaire des documents, numérisation contrôlée image par image, mise à disposition au fur et à mesure de leur validation des images numériques sur les postes de la salle de lecture.

Le principal défi de la numérisation est constitué par l'hébergement des données. Les augmentations régulières de téraoctets (To) ne suffisent pas aux besoins des ACV dont le choix du format TIFF pour la conservation pérenne des données impose une volumétrie plus lourde que les autres formats de consultation. Il est demandé à terme aux ACV de s'occuper des archives audiovisuelles dont les formats sont également gourmands en espace disque. La question de l'hébergement ne pourra être résolue que lors de la mise en place de la politique de l'archivage électronique historique pour l'ensemble de l'administration.

Matériel et réseau: en 2016, la salle de lecture a connu une importante mutation avec l'augmentation du nombre d'ordinateurs mis à disposition du public. Celui-ci est passé de 9 postes à 15 postes, en remplacement d'une partie des appareils de lectures des microfilms/microfiches, pour permettre la consultation numérique des documents des sections F (terriers), et des fonds Gb (Plans visuels, géométriques, cadastraux et d'abornement) et Gc (Cartes ou plans isolés) dont les originaux ont été progressivement retirés de la consultation publique.

Notices créées dans la base de données: voir le chapitre 6.5.

Pour les données chiffrées de la numérisation: voir le chapitre 10.

Consultation sur le site Internet des ACV: voir le chapitre 11.3.

4. Relations avec les producteurs d'archives

4.1. Relations avec l'administration cantonale

Visites: 62 (également 62 en 2015) visites ont été effectuées dans les services et offices de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire. Les contacts quotidiens par courriel et par téléphone ne sont pas comptabilisés. Il est à noter que depuis quelques années, les services engagent des mandataires, sur proposition des ACV, pour préparer les versements d'archives. Les ACV encadrent les plus souvent ce personnel.

Le département le plus visité a à nouveau été celui de la Santé et de l'action sociale, comme c'était déjà le cas en 2014 et 2015 (DSAS, 19 fois), suivi de ceux de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC, 8 fois), des infrastructures et des ressources humaines (DIRH, 5 fois) et du territoire et de l'environnement (DET, 5 fois). Tous les départements ont été visités au moins une fois en 2016. Une part importante de ces entretiens était liée à des conseils d'organisation et à la préparation d'éliminations ou de versements. Le Centre hospitalier et universitaire vaudois-Département de psychiatrie a été visité 4 fois pour parfaire le traitement coordonné de l'énorme masse des dossiers de patients, ainsi que des archives administratives et médicales.

Formations: en application du règlement d'application de la loi sur l'archivage du 14 juin 2011 (RLArch) du 19 décembre 2011 et des directives DRUIDE pour la gestion des archives, tous les services et offices de l'administration et de l'Ordre judiciaire vaudois doivent désigner un «préposé à la gestion des archives» parmi les membres de leur personnel, dont les ACV assurent la formation. A cette fin et dans le cadre du Centre d'éducation permanente pour la fonction publique (CEP), les ACV ont donné une double session du séminaire « La gestion et l'archivage des documents dans l'administration cantonale vaudoise », prioritairement destiné aux préposés, une première fois, le 4 mai (14 participants) et, une seconde fois, le 2 novembre (9).

Les pages réservées aux ACV sur l'Intranet de l'Etat de Vaud sont un vecteur essentiel de la communication avec les préposés. On y trouve notamment le support de cours, ainsi que toutes les directives, formulaires, modèles de calendriers de conservation des archives et autre documentation utile, ainsi que la liste des préposé (-e) s à la gestion des archives de l'administration cantonale et de l'ordre judiciaire dont la mise à jour est souvent prise en défaut, car les changements ne sont pas annoncés comme le prévoit le RLArch.

Instruments de gestion des documents: l'optimisation de la gestion des archives, en particulier de leur évaluation avec sélection, puis de leur élimination ou versement aux ACV, passe par la rédaction de «calendriers de conservation» (listes des documents produits ou reçus, avec indication du délai de conservation et du sort final), assumée en collaboration par les services ou offices producteurs et les ACV. Une part importante des relations des ACV avec les différents secteurs de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire est donc consacrée à la promotion de cet instrument de gestion des archives. De rares services doivent encore finaliser leur premier calendrier de conservation. Parallèlement, plusieurs ont déjà entrepris de réviser ceux en vigueur, notamment afin de mieux prendre en compte les documents gérés sur supports numériques.

Des calendriers de conservation ont été adoptés en 2016 pour: Ecole professionnelle et commerciale de Nyon; Secrétariat général du Département des infrastructures et des relations humaines et Justice de paix de l'Ordre judiciaire.

Des projets de nouveau calendrier de conservation ou de révision de celui en vigueur sont en cours et devraient aboutir en 2017 pour: Secrétariat général du Département du territoire et de l'environnement (nouveau); Service des automobiles et navigation (nouvelle édition, 2014); Direction générale de l'environnement (nouveau – nouvelle édition du Service de l'environnement et de l'énergie 2010, Service des eaux, sols et assainissements 2012); Service de la consommation et des affaires vétérinaires (nouvelle édition, 2010); Préfectures (mise à jour, 2005); Service de la sécurité civile et militaire (nouvelle édition, par processus, l'actuelle date de 2013). Il s'ajoutent à ceux déjà signalés en 2015 qui n'ont pas trouvé leur conclusion en 2016: Centrale des autorisations de construire (CAMAC) (mise à jour); Direction générale de l'enseignement postobligatoire / Gymnases; Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (Yverdon-les-Bains); Centre d'orientation et de formation professionnelles (COFOP); Service de la santé publique (mise à jour); Service des assurances sociales et de l'hébergement (nouvelle édition, 2011); CHUV / Logistique hospitalière; Service pénitentiaire; Direction des systèmes d'information; Administration cantonales des impôts (nouvelle édition revue et corrigée, l'actuelle date de 2003, établie en remplissant les formulaires d'approbation des règles de conservation!).

Plusieurs services ou offices qui ne parvenaient pas à mener le projet d'un calendrier de conservation par leurs propres forces (en particulier leur préposé à la gestion des archives) ont choisi de mandater un archiviste extérieur pour effectuer cette tâche, généralement avec d'excellents résultats. Les ACV peuvent en général, sur demande d'un service, fournir à celui-ci les coordonnées de professionnels disponibles. En 2016, ces cas se sont présentés pour la Direction générale de l'enseignement professionnel, le Service des assurances sociales et de l'hébergement et le Service de la santé et de la prévoyance sociale.

Projets particuliers: le vaste projet de traitement systématique des énormes masses de dossiers et autres documents conservés par les institutions psychiatriques depuis plus d'un siècle (1873 pour l'Hôpital de Cery) a été poursuivi et terminé en 2016. Le tableau ci-après en fait le bilan.

Cote et intitulé	Contenu	Mètres linéaires	Date versement	Dates extrêmes	Activités en 2016
SB 258 Hôpital de Cery	Archives administratives	47.00	11.04.2013	1791-2006	Inventaire en cours (fin prévue en mars 2017)
SB 261 F Hôpital de Cery, complément	Dossiers de patients ayant participé à l'atelier de dessin de l'Hôpital psychiatrique de Cery.	9.20	16.04.2015	1963-1994	Inventaire terminé
SB 261 G et SB 261 H Hôpital de Cery, complément	Fichiers et dossiers de patients dès 1950	100.70	16.12.2015	1950-1993	Inventaire terminé
SB 270 Policlinique psychiatrique universitaire (PPU), complément	Dossiers de patients	29.56	22.12.2015	1950-1994	Inventaire terminé
SB 283 Hôpital psychiatrique de Prangins	Dossiers de patients	35.00	18.12.2014	1928-1965	Inventaire terminé
SB 283 Hôpital psychiatrique de Prangins, compléments	Dossiers des patients, fichiers des dossiers de patients	25.70	17.08.2016 16.11.2016	1960-2005	Versements
SB 293 Secteur psychiatrique Centre	Dossiers de patients de diverses unités, dossiers sociaux des patients, fichiers des dossiers de patients, rapports d'autopsie, rapports d'expertises médico-légales	40.54	22.12.2015	1948-2003	Inventaire terminé

Cote et intitulé	Contenu	Mètres linéaires	Date versement	Dates extrêmes	Activités en 2016
SB 295 Secteur psychiatrique Nord	Dossiers des patients	36.00	22.08.2016	1935-1986	Versements
SB 297 Département de psychiatrie- CHUV	Archives administratives et scientifiques du Département de psychiatrie CHUV	104.00	13.09.2016 02.12.2016	1899-2011	Versements

En résumé:

- 2 compléments de versements (25.7 ml);
- 3 versements (140 ml);
- 4 compléments d'inventaires terminés (139.46 ml);
- 2 inventaires terminés (75.54 ml);

Rappelons ici les principes qui ont présidé au traitement de ces archives, déjà évoqués dans le *Rapport* d'activité 2015.

- très gros travail de sélection, de reclassement et de reconditionnement de ces sources, pratiqué sur place avec un suivi régulier par les ACV (voir ci-dessus, «visites»), en fonction de règles de tri et d'échantillonnage préalablement définies avec la collaboration des professionnels concernés et de spécialistes de l'histoire de la médecine (pour l'essentiel, les parts les plus anciennes sont conservées intégralement, tandis que dès 1960, compte tenu de l'augmentation exponentielle de la production documentaire, un échantillonnage de l'ordre de 10 % est appliqué, sauf pour des fonds très spécifiques).
- dans de nombreux cas, le conditionnement définitif doit être réalisé aux ACV, lors de l'inventorisation des fonds. L'ensemble de ces opérations s'effectue avec une attention particulière portée à la préservation de la confidentialité des informations traitées.
- une part remarquable des plus de 200 mètres linéaires de documents versés, soit les productions graphiques et picturales des patients de l'atelier de dessin de l'Hôpital de Cery, dirigé de 1963 à 1984 par le Prof. Alfred Bader, a été valorisée dans le cadre de l'exposition 2016 des ACV, intitulée Archives psychiatriques: «faut-il consulter?», Contribution au débat sur la conservation des données personnelles.

En ce qui concerne la consultation et la procédure d'autorisation des archives psychiatriques, elles font l'objet de requêtes formulées par des doctorants des universités de Lausanne et de Genève et de la Haute Ecole Santé Vaud (HESV), ainsi que par des privés. Elles ont concerné les fonds d'archives suivants:

- SB 258 Hôpital de Cery, archives administratives, médicales et de recherche: 3;
- SB 261 Hôpital de Cery, dossiers de patients: 8;
- SB 283 Hôpital psychiatrique de Prangins: 1;
- SB 293 Secteur psychiatrique Centre: 2.

Ces fonds sont de plus consultés par les chercheurs de la Commission indépendante d'experts (CIE) internements administratifs qui sont dispensés de formuler des demandes d'autorisation. En outre, les

fichiers et dossiers de patients des fonds SB 264 Service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA) et SB 270 Policlinique psychiatrique universitaire (PPU) sont en outre fréquemment sollicité dans le cadre de recherches sur les victimes de mesures coercitives.

Pour ce qui concerne les demandes d'autorisation de consultation, les délais de réponse demeurent cependant souvent trop longs. La procédure d'autorisation de consultation des dossiers de patients impliquant que les demandes doivent transiter par la Direction médicale du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV), il apparaît que cette étape supplémentaire ralentit passablement la démarche avant la transmission au Médecin cantonal ou à la Commission cantonale d'éthique de la recherche sur l'être humain.

A la différence des années précédentes (2009-2015), il n'y a pas eu de versements d'archives liés à la réorganisation territoriale du Registre foncier. Des négociations ont été entamées et couronnées de succès avec l'Office de l'information sur le territoire et le Registre foncier pour la centralisation aux ACV de tous les registres cadastraux (XIX°-XX° siècles) et des plans spéciaux, encore dans les offices et menacés de disparition. Une nouvelle campagne de numérisation suivra immédiatement celle en cours des registres de plans cadastraux, de plans et de cartes, dans des modalités similaires, le financement étant assumé par les deux secteurs d'activité, sur 4 exercices budgétaires. De leur côté, les ACV assureront la logistique et les travaux d'inventaire, d'évaluation sanitaire et de numérisation.

Après l'aboutissement, en 2014, des négociations concernant la donation à l'Etat de Vaud des collections de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire, et notamment l'accord obtenu du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, le projet a pu entrer dans sa phase de réalisation concrète. Les ACV, responsables en particulier des archives manuscrites (cahiers, etc.), cartes, plans, gravures et photographies, ont ainsi pris en charge en 2015 pas moins de 420 m.l. de documents. D'autres parts de ce patrimoine ont été confiées au Musée cantonal d'archéologie et d'histoire et à la Bibliothèque cantonale et universitaire-Lausanne. Des compléments sont venus, en 2016, enrichir le fonds, les ACV étant désormais chargées de son suivi.

Entre 2000 et 2008, plusieurs opérations de tri systématique puis élimination ou versement d'archives des différents secteurs de l'Ordre judiciaire avaient été accomplies, dans le cadre des réformes de celui-ci, par un archiviste mandataire supervisé par les ACV. Un renouvellement de ces opérations, concernant essentiellement les archives des 63 ex-Justices de paix de cercle (remplacées par 9 Justices de paix de district) et des 19 ex-Tribunaux de district (remplacés par 4 Tribunaux d'arrondissement) a été proposé par les ACV en automne 2015 et accepté par le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire, qui l'a financé par la mise à disposition d'un mandataire à 60 % pendant une année. Les opérations ont pu être entreprises systématiquement dans les Tribunaux de district (SC 202-SC 220) et les Tribunaux des prud'hommes (SC 221-SC 229).

Eliminations: appliquant avec rigueur les critères de tri élaborés en collaboration avec les services concernés et protocolés dans les calendriers de conservation, les ACV ont autorisé les services ou offices de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire à éliminer 5 422 (5 917) m.l. de documents dont le délai d'utilité administrative ou juridique était écoulé et dont l'intérêt historique ne justifiait pas le versement. Ces presque 5,5 kilomètres linéaires éliminés, consignés dans des bordereaux ad hoc, mis en regard des 310 m.l. reçus en 2016, attestant que 94 % des documents ont été éliminés pour 6 % de documents conservés (en 2015, 93 % de documents éliminés pour 5 % versés).

4.2. Relations avec les communes

Conseils et visites: 9 expertises d'archives communales ont été effectuées à la demande des communes suivantes: Bourg-en-Lavaux, Essert-Pittet, Provence, Chavannes-près-Renens, Démoret, Brenles, Chenit, Villeneuve et Veytaux. Elles ont été motivées par: la préparation d'une fusion prochaine (2 visites); la planification du traitement de l'arriéré d'archivage (3 visites); la préparation du déménagement des archives dans un nouveau local (1 visite); en raison d'une inondation dans un local d'archives (1 visite) et de l'assainissement nécessaire de locaux d'archives trop humides (2 visites).

Les expertises concernant la situation sanitaire des archives ont été conduites conjointement par l'archiviste chargé des relations avec les communes et la responsable de l'atelier de restauration des ACV. Les contacts par courrier ou téléphone ont été réguliers et ont concerné les thématiques suivantes: gestion électronique des documents; recherche d'un/e archiviste mandataire; durées de conservation.

Panorama 2: suite à la réorganisation du soutien à Panorama 2 en 2015, les tâches opérationnelles ont été entièrement remises aux archivistes communaux organisés en un groupe de travail au sein de l'Association vaudoise des archivistes (AVA). Les ACV restent présentes néanmoins au travers d'un soutien financier (CHF 10 000) dont 27,6% ont été utilisés pour les travaux suivants: migration sur une version plus récente du logiciel AtoM et ébauche d'un thésaurus des fonctions communales (norme ISDF).

Formation: pour la cinquième année consécutive, les ACV ont donné un cours de deux heures destiné aux communes consacré à la loi sur l'archivage; il a été suivi par 14 personnes (membres d'exécutifs communaux ou collaborateurs des greffes municipaux).

Par ailleurs, comme en 2016, un atelier dédié à l'application pratique de la norme descriptive ISAD(G) a été organisé sous la forme de deux demi-journées, l'une en septembre et l'autre en novembre.

Politique d'accueil des archives privées: l'Association vaudoise des archivistes conduit une réflexion sur les politiques d'acquisition, à savoir la prise en charge des archives privées. Les ACV restent attentives au suivi de ce dossier, car leurs contacts avec les communes ont aussi souvent concerné le devenir des archives des sociétés locales. Cet accueil implique des précautions (en particulier la signature d'une convention définissant le statut juridique -don ou dépôt - ainsi que les conditions de consultations) et des obligations (notamment celle de signaler l'existence des fonds privés par la publication d'un inventaire aux ACV).

Guide pratique des archives communales: la nouvelle édition du Guide pratique de gestion des archives communales a été publiée officiellement en septembre 2016, avec un contenu mis à jour et resserré, adapté au Web. Cela a fait l'objet de deux articles (Eloi Contesse et Gilbert Coutaz) dans les périodiques Canton-Communes et Point-Communes!, ainsi que d'une circulaire aux administrations communales et aux préfets par le biais du Service des communes et du logement (SCL).

Accès aux archives: grâce à l'intervention déterminante du Service des communes et du logement, l'application pratique de l'article 64 alinéa 2 de la loi sur les communes (LC) a pu être réglé (consultation des procès-verbaux des séances des Municipalités). En substance, il s'agit de distinguer les comptes rendus, contenant la transcription des débats, inconsultables par le public durant une période de 30 ans, des procès-verbaux décisionnels qui sont des documents officiels consultables selon les conditions posées par les articles 10 à 12 de la loi sur l'archivage (LArch).

GED dans les communes: trois visites et une séance aux ACV ont été consacrées au suivi du projet d'implémentation d'un logiciel de GED dans la commune de Jouxtens-Mézery. L'archiviste communale, Delphine Friedmann, a en effet développé des exigences minimales à suivre pour s'assurer de l'application des recommandations du Centre de coordination pour l'archivage à long terme de documents électroniques (CECO-KOST). Sur la base de cette expérience, les ACV souhaitent proposer aux communes des recommandations plus détaillées en 2017, au terme d'une phase de consultation en collaboration avec l'Association vaudoise des archivistes.

Contrôle des habitants: suite à la publication du rapport n°33 de la Cour des comptes sur l'audit du contrôle des habitants dans le canton de Vaud, les ACV ont informé les parties concernées par le rapport de l'existence des règles de gestion des documents des Contrôles des habitants. Les échanges ont permis ensuite de mettre à jour les règles existantes. Les partenaires de cette démarche sont: la Cour des comptes, le Service de la population, l'Association vaudoise des Contrôles des habitants (AVdCH) et la préposée à la protection des données. Les règles mises à jour sont désormais intégrées aux documents transmis aux communes dans la formation qui est organisée sur la protection des données dans le cadre du Contrôle des habitants.

4.3. Relations avec les particuliers et les institutions de droit privé

15 (26) visites ont été opérées auprès de personnes privées physiques ou morales détentrices de fonds d'archives, en vue d'une donation ou d'un dépôt ou afin de les conseiller en matière de classement et de conservation.

Comme chaque année, ces contacts ont concerné des archives de natures très diverses (personnelles, familiales, professionnelles, associatives, syndicales, troupe de théâtre) et relatives à des domaines très variés (défense du patrimoine naturel, féminisme, génie civil, littérature militante, milices vaudoises, monde ouvrier, monument historique, protection de l'enfance meurtrie). Ils ont majoritairement débouché sur des donations, notamment ceux des importants fonds d'archives: Anne-Françoise Pelot (PP 1058); Addiction suisse (PP 1060); Emile Gardaz (PP 1062) et Compagnie La Marelle (PP 1064) et Daniel Mange (PP 1065): voir le chapitre 5.2.

Le phénomène tend à prendre de l'ampleur depuis quelques années. Sur 76 acquisitions enregistrées en 2016, 38 étaient en fait des compléments à des fonds déjà existants aux ACV. Lors de la prise en charge, le principe est d'accueillir en une fois le fonds d'archives pour des questions de cohérence d'inventaire. Il n'empêche que le travail fourni par les ACV dans des délais relativement courts et par la mise en ligne des inventaires attire des ajouts et font penser à des parts d'archives qui, dans un premier temps, n'avaient pas été jugées utiles d'être mentionnées par le déposant ou le donateur.

L'Association des Archives hôtelières suisses loue temporairement, depuis 2013, des rayonnages aux ACV pour déposer ses archives.

5. Accroissement des fonds d'archives

5.1. Versements d'archives publiques

45 (15) services ou offices de l'Etat ont versé un total de 310 (429) mètres linéaires (m.l.) de documents, dont 51 concernent des archives psychiatriques (voir chapitre 4.1.), 22 proviennent du Service de la consommation et des affaires vétérinaires, 46 de l'ensemble des tribunaux de district et 13,20 des tribunaux de prud'hommes. Le Département des finances et des relations extérieures a versé à lui seul 99 m.l.

La collaboration étroite avec le Service immeubles, patrimoine, logistique, s'est poursuivie dans de bonnes conditions en 2016. La division «Architecture et ingénierie» a versé:

- une première partie des dossiers anciens des bâtiments de l'Etat
- un complément de dossiers de bâtiments hospitaliers (concernant en particulier l'Hôpital Nestlé à Lausanne).

Le traitement des archives de l'entreprise Atelier d'Archéologie médiévale (AAM) s'est prolongé, toujours en collaboration avec le SIPAL, avec la prise en charge des documents qui seront intégrés dans le fonds privés de l'entreprise (PP 351) et l'intégration des plans concernant la cathédrale de Lausanne dans le fonds public SB 52, complètement refondu lors de son intégration à la base DAVEL.

L'Office cantonal pour la protection des biens culturels a continué, avec la collaboration des ACV, l'inventaire de la documentation photographique des dossiers de sécurité, destinée à être versé en 2017 ou 2018. Parallèlement, un complément au fonds SB 278 a été versé concernant les moulages de cloches médiévales.

Les versements officiels ont été le fait de:

Département du territoire et de l'environnement (DTE)

• Service de la consommation et des affaires vétérinaires: rapports annuels (1931-2005), livres comptes/transaction (journal) (1969-1975), dossiers techniques (1984-1994), analyses lait-crème et autres (1928-1997), documents photographiques et picturaux (1904-1973) (SB 294)

Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC)

• Néant

Département des institutions et de la sécurité (DIS)

- Police cantonale: dossiers GA à 6 chiffres et dossiers à 2 chiffres, 1982-2004 (SB 242, complément)
- Service des communes et logements: dossiers des procédures menées auprès des commissions de conciliation en matière de logement, présidées par les préfets, 2010 (SB 299).
- Préfectures: rapports annuels des préfets, 2013 à 2015 (SB 42, complément)

Département de la santé et de l'action sociale (DSAS)

- Hôpital psychiatrique de Prangins: dossiers de patients, fichiers de dossiers de patients (SB 283, compléments)
- Secteur psychiatrique Nord: dossiers de patients, 1930-1986 (SB 295)
- Groupe impact: dossiers d'entretiens et d'investigations, 1994-2005 (SB 296)
- Centre hospitalier universitaire vaudois-Département de psychiatrie; dossiers administratifs et scientifiques, 1899-2011 (SB 297)
- Centre hospitalier universitaire vaudois. Direction administrative et Direction de la logistique hospitalière, 1968-2006 (SB 298)

Département de l'économie et du sport (DECS)

• Néant

Département des infrastructures et des ressources humaines (DIRH)

• Néant

Département des finances et des relations extérieures (DFIRE)

- Section Monuments historiques et archéologie-Maisons rurales du canton de Vaud, 1980-1990 (SB 2, complément)
- Cathédrale de Lausanne: dossiers de mandataires, 1970-2015 (SB 52, complément)
- Service Immeubles, Patrimoine et Logistique: plans des hospices cantonaux, 1807-1974 (SB 233, complément)
- Office de la protection des biens culturels: moulages de cloches médiévales du canton de Vaud, 1980-1994 (SB 278, complément)
- Service des bâtiments: plans des bâtiments de l'Etat recensés en notes 1 et 2, 1809-1988 (SB 285, complément)

Ordre judiciaire (OJ)

• Tribunaux des districts: Aigle, Aubonne, Avenches, Cossonay, Echallens Grandson, Lausanne, La Vallée, Lavaux, Morges, Moudon, Nyon, Orbe, Oron, Payerne, Pays-d'Enhaut, Rolle, Vevey, Yverdon: mineurs: échantillon de dossiers des causes, 1981-2005 (SC 202 à SC 220)

• Tribunaux de prud'hommes: Lausanne, Chenit, Morges-Prangins-Nyon, Payerne, Renens, Sainte-Croix, Vallorbe et Yverdon, 1896-2000 (SC 221 à SC 229)

Communes:

• Des arrêtés du Conseil d'Etat des 22 janvier 1946, 10 avril 1959 et 13 août 2001 prévoient le versement aux ACV des anciens registres de notaires, de cours de justice et de consistoires, des anciens terriers et des plans cadastraux jusqu'à leur numérisation. Aucun versement n'a été enregistré en 2016.

5.2. Entrées d'archives privées et para-administratives

76 (71) entrées, concernant 62 (57) fonds différents, dont 38 (27) nouveaux, ont totalisé 234 (1098) m.l. (les documents isolés placés en 2016 sous les cotes de documents P 1000/259 à P 1000/281 et P 2000/21 ne sont pas comptabilisés).

Ce chiffre qui représente la moyenne annuelle des entrées d'archives privées et para administratives après l'année record 2015 appelle un commentaire qui tend à devenir une constante depuis quelques années: l'«atomisation» des fonds privés. Elle se constate lorsque l'on compare le métrage de 3,07 m.l. par fonds privé contre 6,32 ml par fonds d'archives officielles; d'un côté, 76 acquisitions, de l'autre, 49 versements.

21 fonds ont fait l'objet de compléments. On peut les mentionner, sans en détailler le contenu en raison des faibles apports – tous ces fonds ont été dotés depuis d'un inventaire mis à jour:

• PP 379 (Anex, Jean); PP 367 (Gerber, Freddy); PP 389 (Rochat, Rémy); PP 462 (Szillassy, famille de); PP 540 (The Scot Kirk, Lausanne); PP 552 (Parti radical-démocratique vaudois); PP 561 (Veillon, famille); PP 613 (Lambercy-Tanner, familles); PP 632 (Société anonyme des câbleries et tréfileries de Cossonay); PP 666 (Association cantonale vaudoise pour la natation); PP 746 (Réarmement moral); PP 881 (Rollan, Jack); PP 886 (Edipresse. Publications SA); PP 893 (Jeanneret, Pierre); PP 913 (Gutscher (Hans); PP 937 (Gavin, famille); PP 990 (Vallotton, Paul); PP 943 (Centrale sanitaire suisse); PP 988 (Bovard, Pierre-André); PP 1034 (Cruchaud, famille), Olivier (famille).

Les principaux nouveaux fonds sont:

- PP 1056 Narakas (Algimantas Otonas): dossiers des patients adultes et enfants. Suisses et étrangers, opérés par le chirurgien de l'épaule; dessins colloques internationaux sur le plexus brachial organisés sur le plan européen, puis sur le plan mondial; publications scientifiques; documentation scientifique rassemblée par le Professeur; livre d'or, enregistrements sonores et film d'une opération; 1827-1998.
- PP 1058: Pelot (Anne-Françoise): dossiers de restauration de peintures murales, de décors peints, de fresques de monuments historiques avant tout situés dans le canton de Vaud (cathédrale, château de Chillon, églises et temples, hôtels de ville, Palais de Rumine) et dans les cantons de Fribourg, de Genève et du Valais, 1963-2000.
- PP 1061: Pahud (Claude): archives personnelles, familiales, professionnelles et politiques, en particulier textes, autobiographiques, poèmes, nouvelles; approche comparative des premiers lieux de formation Le choix de Lausanne. Claude Pahud pionnier de la formation des éducateurs en Suisse. Correspondance avec différentes personnalités littéraires, politiques, relations avec la famille de sa femme, Monique Veillard et les enfants du couple, 1782-2007.
- PP 1063: Tobler (Hélène): archives photographiques (négatifs, tirages positifs, diapositives) de l'activité de journaliste, toujours en noir-blanc, sur différents supports, liées en partie en tant que membre d'une agence de photographes ou en tant que photographe indépendante avec Le Nouveau Quotidien (1991-1998) ou encore Maisons Ambiances. La revue suisse pour l'habitation, l'architecture et le design, 1985-2010.

- PP 1064: Groupe La Marelle: archives Théâtre à l'Eglise, 1962-1981, suivies de celles de la Compagnie La Marelle. Les archives sont classées par saison, elles concernent à la fois la gestion administrative (fonctionnement, finances, programmation, publicité) et la gestion artistique (mise en scène, régie). Affiches et affichettes, correspondance, coupures de presse, photographies, enregistrements sonores, séquences vidéo, composent les natures les plus représentées, en plus des contrats d'engagement, des recherches de fonds, des partitions, du matériel de régie, des statistiques de fréquentation, 1962-2011.
- PP 1067: Maurer (Marcel): fichiers héraldiques de familles de plusieurs cantons, armoriaux, photographies, réalisations, y compris sur des matériaux particuliers (bois, porcelaine, etc.), 1998-2000.
- PP 1068: Santschi (Catherine): documentation rassemblée et dépouillement des archives communales et des Archives cantonales vaudoises, sur Saint-Prex et organisés par thèmes et période, 1974-2016.
- PP 1069: Association oecuménique des amis de Saint-Bernard de Clairvaux. Fonctionnement: statuts du 19 août 1992 avec ses différents projets, assemblées générales, procès-verbaux du comité, membres, comptes et bilans, correspondance. Activités: Exposition «Saint-Bernard de Clairvaux hier et aujourd'hui», Cathédrale de Lausanne, 1990; Publications des amis de Saint-Bernard, N° 1 (1993)-N° 29 (2009); Hors Série 2. Catholicité évangélique). Matériel iconographique, maquette des cahiers. Articles de conférences et de revues sur Saint-Bernard dont Prière et retrouvailles. Journée monastique en l'Abbatiale de Payerne 28 juin 1980 et Maxime Reymond, L'oeuvre de Saint Bernard dans les diocèses de Lausanne et Genève (1927), 1927-2011.
- PP 1071: Stietencron (Thekla de): curriculum vitae, demande de permis de séjour, carte du Parti «Sozialdemokratische Partei Deutschlands», depuis le 25 octobre 1945 et des imprimés parus en Allemagne de l'Est (1951-1952); journal personnel («Tagebuch», 1947); des agendas et des listes d'adresses, 1954,1962, 1963, 1964, 1967; lettres reçues lors du décès de sa mère, Marianne née Dapples, en 1915; lettres envoyées à son amie lausannoise Renée Demiéville, entre 1945-1953; lettres de condoléances, texte de la prédication pour le culte funèbre et dossier de la succession (1967-1968), 1915-1968.
- PP 1072: Vautier (Armand et Edouard): cartes postales et lettres adressées par des membres de leur famille à Armand (1840-1929) et à son fils Edouard (1872-1970).

6. Classement d'archives et création d'instruments de recherche

69 (42) inventaires nouveaux ont été réalisés ou achevés (49 de versements officiels, 20 de fonds paraadministratifs ou privés, totalisant 12 561 pages (7468) pages.

41 (39) inventaires ou répertoires numériques existants ont été remaniés et complétés (7 de versements officiels, 34 de fonds para-administratifs ou privés, totalisant 1 218 (1656) pages).

2016 est un grand cru en terme du nombre d'inventaires importés dans la base de données Davel. C'est dû en grande partie au départ à la retraite d'Olivier Conne qui a finalisé des inventaires qui étaient en cours depuis longtemps et de Christian Gilliéron qui a terminé tous les inventaires dont il avait la responsabilité.

Le 2 juin 2016, la Conférence des directrices et directeurs d'Archives de Suisse a publié les premières statistiques d'archives suisses (2013-2015). L'accroissement des inventaires n'est pas donné en pages, mais en mètres linéaires, soit pour les ACV, en 2016 1470 m.l. (2015, 673; 2014, 598) pour respectivement 106 115 notices descriptives (2015, 26585; 2014, 58019).

Au 31 décembre 2016, l'état de la couverture des inventaires était le suivant:

Tableau sur la couverture des inventaires dans DAVEL							
Objet	Nombre	%	Notes				
Fonds et collections	3 638	100	Sans compter 271 notices fantômes qui signalent des fonds éliminés ou reclassés				
Fonds avec un inventaire PDF extrait de DAVEL	2 662	73					
Fonds avec un inventaire PDF créé hors DAVEL	971	27	Dont 494 collections de parchemins (14%) avec un inventaire sommaire				
Fonds avec un inventaire PDF	3 633	99,8	Sans compter 15 fonds qui, entièrement décrits dans DAVEL, n'ont pas d'inventaire PDF				
Fonds non inventoriés	68	2					

Etat du classement des fonds et versements (au 01.03.2017)							
Section ou sous-section		Inventoriés au 01.03.2016		Inventor au 01.03.2	Evolution sur un an		
Cote	Intitulé	Nombre %		Nombre %		%	
N	Archives para- administratives	13/14	93	13/14	93	0	
P (close)	Fonds privés	858/858	100	858/858	100	0	
PP	Fonds privés	1 035/1 057	98	1 052/1 074	98	0	
S (close)	Archives officielles, entrées de 1985 à 1995	275/275	100	275/275	100	0	
SA	Grand Conseil	5/5	100	5/5	100	0	
SB	Conseil d'Etat et départements	260/293	84	290/300	97	+ 13 %	
SC	Ordre judiciaire	197/201	98	228/229	99	+ 1 %	
SD	Constituante	1/1	100	1/1	100	0	
Total		2644/2703	97	2722/2756	99	+ 2 %	
Arriéré		59		34			

Remarques:

- 1) Cette statistique ne porte que sur les archives officielles dès 1803 classées par provenance (sous-sections S [close], SA, SB, SC, SD), ainsi que sur les archives para-administratives (section N) et privées (sous-sections P [close] et PP). Elle ne tient pas compte des archives anciennes et des collections (sections A à J et M, en principe entièrement inventoriées sauf C [parchemins] et M [sceaux]), ni des archives officielles dès 1803 classées thématiquement (section K [close]).
- 2) Dans les colonnes «nombre», le premier chiffre représente les fonds ou versements inventoriés (ou, exceptionnellement, entièrement éliminés après réévaluation ou transférés dans un autre fonds ou versement), le second chiffre correspondant au

- total de ceux qui ont été reçus par les ACV. Pour les sections ouvertes, ce dernier chiffre augmente en fonction des entrées. Les compléments d'inventaires (qui sont fréquents pour les fonds para-administratifs et privés) ne sont pas pris en compte.
- 3) Les chiffres sont arrêtés à la date de fin de la révision annuelle (soit en mars) et non au 1^{et} janvier, ce qui explique les divergences parfois importantes qui peuvent exister par rapport aux nombres de fonds ou versements reçus (chapitre 5) et d'inventaires réalisés (chapitre 6).

Au 31 décembre 2016, les ACV abritaient 35 489 m.l., ce qui fait d'elles le deuxième dépôt de Suisse du point de vue du métrage linéaire, après les Archives fédérales suisses. Près de 1 m.l. d'archives sur 10 est conservé en Suisse aux Archives cantonales vaudoises.

Malgré les nombreuses nouvelles entrées, l'arriéré a encore pu être réduit, ne représentant que 1 % des fonds reçus par les ACV. Il est pratiquement incompressible, compte tenu de l'inévitable délai entre l'entrée d'un fonds et l'achèvement de son inventaire.

6.1. Nouveaux inventaires de versements officiels

Statistiques: fonds officiels (S, SA, SB, SC): adjonctions: 7 pour 556 pages et nouveaux: 49 pour 5921 pages.

Quatre fonds s'imposent par leur métrage: Etat civil cantonal (SB 23), 311 m.l.; Service de la santé publique (SB 124), 229,5 m.l.; Conseil d'Etat et Chancellerie d'Etat (SB 292), 53 m.l et Tribunal cantonal (SC 195), également 53 m.l.

Les nouveaux inventaires disponibles sont:

- SB 23: Etat civil cantonal: pièces justificatives des naissances, mariages, décès et annonces de mariage (1876-1909), réunies et classées par les officiers d'état civil, par arrondissement, puis selon la nature de l'événement qu'elles documentent. Généralement, la distinction est faite entre mariages A et mariages B, naissances A et naissances B, décès A et décès B, selon que l'événement a eu lieu dans l'arrondissement (A) ou en dehors de celui-ci (B). En Suisse, de 1876 à 1928, cette distinction correspond à la tenue de deux séries de registres parallèles, les registres A où étaient enregistrés les événements qui avaient eu lieu dans l'arrondissement, et les registres B où étaient inscrits les événements qui avait eu lieu en dehors de cet arrondissement mais qui concernaient ses habitants et ses ressortissants, 1876-1909
- SB 102: Service de l'intérieur: dossiers personnels des demandes relatives au droit de cité suisse et liés à la naturalisation ordinaire décrétée (1985-1989);
- naturalisation facilitée des confédérés (1983-1988); naturalisation facilitée des étrangers (1986-1989);
- réintégration des confédérés (1989-1990); réintégration des étrangers (1983-1989); reconnaissance du droit de cité suisse (1977-1993);
- autorisations fédérales retirées, refusées ou échues (1942-1990). Demandes retirées, refusées ou non représentées de naturalisation ordinaire (1956-1986). Dossiers administratifs relatifs au droit de cité suisse (1978-1992), à la législation (1938-1989), à l'assermentation (1940-1972). Rapports de la commission sur les projets de décrets de naturalisation (1983-1992). Répertoire alphabétique des naturalisés entre 1918 et 1931 (1955).
- SB 124: Service de la santé publique
 - Le fonds est divisé en dix sous-fonds correspondant à des regroupements des différentes compétences du service. Certaines d'entre elles ont été attribuées au SSP et se sont développées au cours de la période couverte par ce fonds, d'autres lui ont été ôtées.
 - SB 124 A: Direction et marche du service (1852-2001) contient notamment une série documentant l'évolution de la législation sanitaire cantonale.

- SB 124 B: Etablissements sanitaires (1831-2001) documente la compétence de surveillance administrative des établissements sanitaires, soit les établissements hospitaliers cantonaux, les instituts cantonaux, l'Hôpital cantonal, la Policlinique médicale universitaire, les hôpitaux en soins généraux, les établissements psychiatriques, les établissements médico-sociaux, les établissements médico-éducatifs, les établissements de traitement de la tuberculose, les établissements thermaux et les établissements pour enfants. Les dossiers concernant l'établissement cantonal de Lavey-les-Bains contiennent les plus anciens documents du fonds.
- SB 124 C: Planification et gestion sanitaire (1931-1995) documente les efforts fournis dès la fin des années 1950 en matière de planification hospitalière tout d'abord, puis de planification et de financement des établissements sanitaires reconnus d'intérêt public. Une série contient en particulier les archives du Groupe de planification et de gestion sanitaire.
- SB 124 D: Produits et substances (1895-1996) contient les dossiers constitués autour de la mission de contrôle de l'utilisation de produits toxiques, de stupéfiants, de vaccins et de médicaments.
- SB 124 E: Professions et écoles professionnelles (1862-2000) comprend les archives de la section chargée de délivrer les autorisations de pratiquer aux professionnels de la santé, de gérer les dossiers de ces professionnels et d'assurer la surveillance administrative des établissements de formation dans le domaine de la santé.
- SB 124 F: Assurances et assistance (1943-1992) contient principalement de la documentation et des études relatives à la législation sur l'assurance maladie.
- SB 124 G: Prévention, prophylaxie des maladies et mesures thérapeutiques (1871-2000) illustre la variété des procédures légales dans lesquelles le SSP a été impliqué dans ces domaines, notamment en ce qui concerne la tuberculose, la stérilisation des malades et handicapés mentaux ou l'interruption non punissable de la grossesse.
- SB 124 H: Hygiène et salubrité publique (1928-1985) documente des activités de police sanitaire fréquemment partagées avec les communes vaudoises.
- SB 124 I: Conseil de santé (1917-1983) contient notamment les procès-verbaux de cette instance qui fonctionnait comme autorité d'élaboration et de surveillance de l'application de la législation sanitaire.
- SB 124 J: Chambre des médecins (1922-1992) contient les archives de cette instance qui exerçait la surveillance disciplinaire des médecins en matière de déontologie et en établissait les principes.
- SB 166: Gymnase de la Cité: registre matricule du Gymnase classique (1905-1928); registres des notes du Gymnase classique (1881-1952); registres des notes du Gymnase scientifique (1898-1953).
- SB 192: Service de l'enseignement primaire: archives du Service de l'enseignement primaire, de 1979 à sa disparition en 1997 (avec quelques éléments antérieurs ou postérieurs), 1960-1998.
- SB 193: Service de l'enseignement secondaire: archives de l'ex-Service de l'enseignement secondaire, essentiellement de 1980 environ à sa disparition en 1997, avec quelques éléments antérieurs et postérieurs. Concerne en particulier l'élaboration et la mise en oeuvre de la loi scolaire du 12 juin 1984, 1961-2000.
- SB 203: Service de la formation professionnelle: archives du Service de la formation professionnelle 1888-2007 (essentiellement 1980-2003 environ). Concerne en particulier les relations avec les établissements d'enseignement professionnel (écoles professionnelles, écoles techniques, écoles supérieures spécialisées, écoles d'ingénieurs, hautes écoles spécialisées, etc.), notamment pendant la période de création de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), 1888-2007.
- SB 222: Service de l'enseignement spécialisé: archives du Service de l'enseignement spécialisé: dossiers classés annuellement selon le plan de classement (1985-1993) et dossiers divers hors plan de classement (1966-2001), 1966-2001.

- SB 263: Secrétariat général du Département de l'économie: documents concernant principalement l'activité de Jacqueline Maurer-Mayor, Cheffe du Département de l'économie de 1997 à 2007. Correspondance expédiée du Chef du Département de l'économie, 1999-2011. Presse, correspondance et discours en lien avec la carrière de Jacques Martin comme Conseiller d'Etat puis son remplacement par Jacqueline Maurer-Mayor, 1988-1997. Dossiers concernant la période de présidence du Conseil d'Etat assumée par Jacqueline Maurer-Mayor, été 2000. Enquête fédérale sur les budgets familiaux: dossiers constitués par Jacqueline Maurer-Mayor en tant que collaboratrice du Secrétariat général du Département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce (DAIC), 1978-1989.
- SB 274: Secrétariat du Département de la formation, jeunesse et culture: affaires juridiques (1977-2002): Grand Conseil, Conseil d'État, consultations cantonales et fédérales. Affaires administratives et financières (1979-1999): étude Blanc relative à la réorganisation administrative, projet d'une nouvelle répartition des tâches et des charges entre l'État et les communes (EtaCom), commissions de gestion et des finances. Législation (1982-2000): loi scolaire de 1984 (LS), autres lois. Coopération transfrontalière (1984-1997): Comité de travail des Alpes occidentales (COTRAO), Conseil du Léman. Enseignement (1978-2002): conférences (assemblées), École vaudoise en mutation (EVM 96), réforme de l'école vaudoise, enseignants, Institut de la vie, échanges de classes, Association vaudoise des parents d'élèves, Commission consultative de l'enseignement, maturité fédérale et enseignement renouvelé du français, Commission consultative mixte pour la scolarisation des enfants de migrants, direction des écoles, relations Vaud-Genève, notes internes reçues des services, Commission Union des communes vaudoises (UCV), Informatique pédagogique, Service des affaires universitaires (SAU), Enquête PISA 2000, audit du SENEPS. Culture (1980-2000): cinéma, Commission romande radio-télé-éducation, exposition nationale, Musée de l'Élysée, anniversaires de la Confédération. Prévention (1978-1996): santé, Commission cantonale d'éducation routière. Environnement (1988-2001): concours Environnement et jeunesse, Fondation pour le concours Environnement et jeunesse. Communication (1980-2001): discours des chefs du département, conférences de presse, Office cantonal de l'information. Faits de société (1970-2002): sectes, affaire Mariette Paschoud, 1970-2002.
- SB 283: Hôpital psychiatrique de Prangins: dossiers de patients produits entre 1928 et 1959. Dossiers et documentation de la direction de la clinique datés de 1892 à 1974, 1892-1974.
- SB 286: Registre foncier d'Echallens: archives du Registre foncier du district d'Echallens comprenant les documents pour le district: Onglet I: propriété (1955-1998), onglet III: gages immobiliers (1980-1998), onglets IV: annotations (1955-1998), de même que le cadastre transitoire, remaniement parcellaire, introduction de registre foncier fédéral, Grand livre et onglet II, 1896-1955.
- SB 291: Registre foncier du Pays-d'Enhaut: onglet I (1898-1941), journal (1912-1968), onglet III (1955-2000), éléments concernant les saisies, les estimations fiscales et la taxe des bâtiments au niveau des actes du district, cadastres, registres de propriétaires, de l'onglet III, de l'onglet II, des estimations fiscales, du grand livre, des taxes des bâtiments et des cadastres transitoires au niveau des communes (1876-1979), 1841-2000.
- SB 292: Conseil d'Etat et Chancellerie d'Etat: pièces officielles du Conseil d'Etat (1976-2003); exposés des motifs et rapports du Conseil d'Etat (1987-2009); dossiers des cérémonies d'installation des autorités et des réceptions officielles (1976-2003); rencontres du Conseil d'Etat (1966-2009); conférence des chefs de service de l'administration cantonale (CCS) (1967-2007); rapports de gestion annuels (1996-1998); correspondance de la Chancellerie (1995-2004); dossiers personnels de chanceliers et vice-chanceliers (1936-2007); collection des lois de la République helvétique (1798-1803) et des lois vaudoises (1803-2004), 1798-2009.
- SB 293: Secteur psychiatrique Centre: dossiers de patients (1964-2009); fichiers nominatifs de patients (1960-2005); protocoles d'autopsie (1966-1990); rapports d'expertises médico-légales (1948-2001), 1948-2009.

- SC 193: Office cantonal du registre du commerce: dossiers contenant les pièces justificatives des inscriptions au Registre du commerce, classées par district puis par raison sociale et concernant les «sociétés» (sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, coopératives, associations, fondations, succursales, etc.) radiées du RC jusqu'au milieu des années 1970 en principe (mais dans certains cas jusqu'en 1979), 1851-1979.
- SC 195: Tribunal cantonal: registres des jugements et décisions des différentes cours (chambres, etc.) du Tribunal cantonal 1908-1978 (avec quelques éléments antérieurs dès 1842 et un registre jusqu'en 1988), 1842-1988.
- SC 201: Office des faillites de l'arrondissement de la Broye et du Nord vaudois: sélection de dossiers de faillites 1983-2004 (dates d'ouverture) en provenance des anciens Offices des poursuites et faillites de: Yverdon-Grandson, Payerne-Avenches, Moudon-Oron, Orbe, La Vallée, 1983-2005.
- SC 202, 203, 204, 205, 206, 207. 208, 209, 2010, 211. 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219 et 220: Tribunaux de district, pour le détail, voir chapitre 5.1.
- SC 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228 et 229: Tribunaux de prud'hommes, pour le détail, voir chapitre 5.1.

6.2. Nouveaux inventaires de fonds privés ou para-administratifs

Statistiques: Fonds privés et para-administratifs (N, P et PP): adjonctions: 34 pour 662 pages; nouveaux: 20 pour 6640 pages. Les fonds PP 525 et PP 1002 font respectivement 127,50 et 195 m.l.

Le fonds René Berger (PP 525), décrit ci-après, est atypique parmi les fonds d'archives privées se trouvant habituellement aux ACV. Son inventaire aura exigé plus de cinq ans de travail. Il se veut le reflet d'une Oeuvre «qui contribue au décloisonnement des disciplines, de la transversalité des savoirs et des cultures» (Gilbert Coutaz). Une trajectoire époustouflante qui conduit le lecteur de l'Antiquité à travers Socrate, un essai, et L'Homme-annexe, son premier roman à l'Agora du futur (alias Internet). Un départ et des étapes. La spirale se poursuit: des cours de littérature française, d'histoire de l'art, d'esthétique et mass media, des ouvrages consacrés à la peinture, à l'art et la communication. René Berger s'est constamment passionné pour les nouvelles technologies dans l'art, que ce soit la télévision, la vidéo, l'informatique ou encore Internet. Avec des constances: la quête de la réalité, une réflexion sur notre société, la synergie entre l'art et la société. Une oeuvre qui prépare le XXIe siècle. Une oeuvre traduite dans de nombreuses langues, notamment en allemand, en anglais, en italien, en espagnol, en roumain et en japonais.

Le fonds d'archives PP 1002: DM-échange et mission, département missionnaire rattaché aux Eglises protestantes de Suisse romande, est unique. Il retrace l'histoire de la mission au travers des sociétés missionnaires actives depuis le canton de Vaud, respectivement la Suisse romande. Importantes pour la Suisse romande, ces archives le sont également pour des pays comme le Mozambique ou l'Afrique du Sud, dans lesquels les missionnaires ont exercé leurs activités. Ils constituent pour ces pays une source originale qui n'existe pas ou plus au niveau local. Elles racontent le début de l'histoire de l'église presbytérienne et le rôle des missionnaires dans l'histoire dans ces deux pays.

PP 80: Cavin (Daniel): documentation sur les branches de la famille Cavin, de Vucherens et Vulliens, à partir du dépouillement des registres de paroisse, d'état civil et des registres des familles, et permettant de reconstituer l'histoire de la famille Cavin dès Jacques Cavin, à l'origine de la souche de Vullierens dès 1446-1447. Tableaux et arbres généalogiques, transcription de textes, photocopies de documents, correspondance au sujet des familles Cavin en Haute-Saône, mise à disposition de Daniel Cavin, par Raymond Cavin, notes de dépouillement de documents en dehors des ACV, en particulier aux Archives d'Etat de Fribourg (registres de notaires, des paroisses d'Ecublens et de Promasens), 1432-2003.

 PP 525: Berger (René): coeur des archives constitué par les publications de René Berger dont le détail des monographies et des articles est donné en suivant les dates des parutions. Il est à relever la diversité des travaux de jeunesse (roman, pièce de théâtre, poésie) dont une partie est restée inédite, ainsi que la revue «Cahier pour l'art», à l'audience et à la dualité reconnues. Les publications, dont de nombreux articles de presse sur René Berger, situent le rayonnement de René Berger. Engagé dans de nombreuses associations internationales dont de nombreuses prestigieuses, René Berger a marqué de ses idées et de son engagement la réflexion sur laquelle il a agi par ses conférences, ses articles et ses livres et en participant à maintes conférences, quand il n'en n'était pas à l'origine Enfin, il est judicieux de relever que les archives de René Berger relatives à son activité de directeur du Musée des Beaux-Arts ne sont pas représentées avec le fonds. Le fonds ne comprend pas d'archives personnelles, 1923-2012, pour la bibliothèque, voir le chapitre 7.

- PP 1002: DM-Echange et mission: regroupe essentiellement les documents issus des relations entre la Mission suisse avec l'Afrique du Sud et le Mozambique, ainsi que les archives du Secrétariat à Lausanne. Ces documents couvrent la période entre 1870 à 1960 environ. Ainsi les archives sont constituées de documents spécifiques à l'Afrique du Sud (approximativement 1860-1970, environ 30 mètres linéaires), au Mozambique (approximativement 1860-1970, plus de 37 mètres linéaires), du Secrétariat (approximativement 1860-1970, plus de 10 mètres linéaires), mais aussi de photographies (environ 9000 clichés, dont une partie est consultable en ligne sur le site USC, University of South California), des albums photographiques, des cartes géographiques (au nombre de 131) et plus de 1 300 ouvrages en langues vernaculaires (Afrique, Pacifique, Océan Indien). Il faut y ajouter une bibliothèque riche de plus de 5 400 titres en français, anglais, allemand, portugais, afrikaans, ainsi que quelques enregistrements sonores d'Eduardo Mondlane et sur le Mozambique. Histoire de la mission en Suisse romande (documents antérieurs à la Société des missions de Lausanne (1818-1826); période de la Commission évangélique de l'Eglise libre du canton de Vaud (1857-1874); période de la Mission vaudoise au sud de l'Afrique (1874-1888); période de la Mission des Eglises libres de la Suisse romande (1883-1896); la Société des missions évangéliques de Paris et Département évangélique français d'action apostolique (1895-1987); la Mission de Bâle (1827-1945). Période de la Mission romande (1884-1917) et de la Mission suisse dans l'Afrique du Sud (1918-1928, 1929-1963). Période du Département missionnaire (DM-échange et mission): administration, finances, correspondance. Ouvrages liés à la Mission romande, la Mission suisse et au Département missionnaire. Environnement missionnaire en images, 1801-2015.
- PP 1041 (Loës, famille de): écrits (correspondance), photographies dont plusieurs albums, de dessins et de coupures de presse collectionnées sur des thèmes de l'histoire vaudoise et les monuments historiques, en relation avec le couple Emile (1836-1908) et Sophie Ducraux (1842-1889 dont un des enfants Charles (1874-1951) épousa Marthe Karrer (née en 1882). Ce couple eut un seul enfant: Christiane de Loës (1910-février 2014), épouse de René Anker, 1730-2014.
- PP 1043: Bovet (Ernest): correspondance d'Ernest Bovet, classée alphabétiquement par expéditeur et, selon qu'elle est régulière ou occasionnelle, et selon qu'elle provient de personnalités physiques ou morales. Dossiers thématiques sur des questions d'actualité (Commerce des armes, Réarmement, Statut de l'Ethiopie, etc.), des personnalités, de réflexion générale et d'opinions, portant une numérotation de 1 à 229. Archives familiales séparées du fonds principal, portant sur des correspondances entre Ernest et son frère Lucien, ou avec sa femme Marie, ainsi que des dossiers sur la maison familiale du Languedoc, à Lausanne, 1866-1954.
- PP 1046: Fontannaz (Monique): publications et les travaux de recherches de Monique Fontannaz, classés et subdivisés en 8 sous-fonds (Dictionnaire historique de la Suisse; Coppet, Crans; Vully-les-Lacs; Rougemont; Cheseaux-Noréaz; Yverdon-les-Bains; publications diverses), 1718-2012.
- PP 1047 Charrière (Constantin de): archives familiales des familles de Charrière et des familles alliées, en particulier les familles Ward (Charles Ward, pasteur, mari d'Elisabeth, dite Lila, de Charrière (1854-1915), et sa fille Evelyne (1884-1972), Forel, Henny et Stierlin. Différents noms de familles alliées, sans que cela constitue des ensembles documentaires, concernent les familles Jormonen, Harvey, Philmore de Montherand. Selon les individus on parlera au sujet de la famille de Charrière, des branches de Mex et de Croze, 1755-2010.

- PP 1048 (Publigroupe): Séries anciennes et complètes des procès-verbaux du Conseil de direction, de correspondance, de circulaires, de rapports d'activité et de bulletins internes. Bibliothèque professionnelle de référence avec leurs fichiers de gestion (classeurs et cartothèques); albums photographiques, matériel sonore, des dossiers sur la communication et la ligne graphique du groupe, agendas imprimés annuellement. Dossiers constitués lors des commémorations (75° et 100° et projet du 125° anniversaires), 1880-2000.
- PP 1051: Ensemble vocal de Lausanne: notices biographiques retraçant son histoire et les dates importantes de sa création à nos jours; expositions célébrant les anniversaires clés du choeur et de son fondateur Michel Corboz (30 ans, 50 ans); documents contractuels relatifs à l'achat, la location et la vente des instruments. Archives administratives (organigramme, statuts, règlements internes, rapports d'activité, procès-verbaux des assemblées générales, des séances du Conseil de direction, du Comité d'organisation ainsi que du Bureau de gestion; fiches de salaires et contrats des choristes et autres collaborateurs engagés au sein de l'ensemble; correspondance classée chronologiquement produite par le Bureau de gestion et les choristes; finances, notamment les exercices comptables, les relevés de comptes détaillés et les notes de frais des musiciens, sponsoring. Archives d'activité (programmes de concerts et de manifestations, organisation des saisons, des tournées et des concerts, programmes et affiches, coupures, communiqués et dossiers de presse). Photographies, biographies et prospectus de présentation des solistes et instrumentistes. Archives du Festival Michel Corboz à Fribourg. Finalement, un grand nombre d'enregistrements audiovisuels gravés sur différents supports (cassettes, phonogrammes, vidéogrammes, disques compact) et des monographies font partie du fonds, 1961-2015.
- PP 1052: Mestral (famille de, branche d'Aspre): plusieurs personnalités de la famille de Mestral liées à la Maison d'Aspre, notamment Armand François Louis de Mestral (1738-1805) et Henri Georges de Mestral (1770-1849); relations avec les familles Bourgeois, Freudenreich, de Gingins, Golowkin, Grenier, Guiguer, de Joffrey, les branches de Mestral de Saint-Saphorin, d'Arruffens et les Carteret, Saint-George. Gestion de diverses propriétés de la famille (domaine d'Aspre, Lavigny, Maison Blanche à Mont-sur-Rolle, Vullierens et autres) dans la période qui suit l'abolition des droits féodaux (événement crucial pour les de Mestral, comme pour d'autres familles d'ancienne noblesse) jusqu'au XXe siècle, 1403-1966.
- PP 1054: Abbaye de Syens et de Rossenges: historique, administration et activités, 1765-2015.
- PP 1055: Chavannes (famille): six générations renseignées de la famille Chavannes, de la période bernoise jusqu'à la seconde moitié du XX° siècle. Les événements politiques, culturels et sociaux les plus significatifs y sont bien représentés; plusieurs membres de la famille (comme Alexandre César, Daniel Alexandre et Jules Chavannes) en furent parmi les protagonistes. La première partie du fonds est marquée par trois personnalités féminines: Etiennette Clavel de Brenles (née Chavannes), Herminie et Cornélie Chavannes. Une partie importante du fonds concerne l'activité pastorale des membres de la famille et leur participation au débat sur le rapport entre Etat et Eglise. Daniel Alexandre, Etienne et Jules Chavannes sont parmi les pasteurs démissionnaires de l'Eglise nationale en 1845 (Daniel Alexandre et Etienne meurent l'année suivante). Jules est l'un de fondateurs de l'Eglise libre, son important rôle dans l'organisation et son adhésion aux valeurs et à la pédagogie libriste sont bien documentés dans le fonds, 1618-1972.
- PP 1057: Ferdière (Gaston): documents (lettres, essais, partitions musicales, récits de rêves), écrits par 21 auteurs différents, entre 1925 et 1974, et rassemblés dans divers hôpitaux: Chezal-Benoît, Moisselles et Rodez, 1921-1978.
- PP 1060: Addiction suisse: initiatives et démarches internationales, nationales et régionales s'occupant de prévention, de prophylaxie et de formation, ainsi que de prise en charge des victimes; campagnes d'affichage et photographiques, dossiers pédagogiques, brochures d'information, expositions, correspondance avec l'ensemble des partenaires au niveau national et cantonal. Porte principalement sur la question de l'alcoolisme et le tabagisme. L'ouverture aux nouvelles addictions (drogues, sexe, jeu) est récente. Comporte du matériel photographique, sonore et filmique et une importante bibliothèque professionnelle, 1782-2007, pour le détail de la bibliothèque, voir le chapitre 7.

- PP 1061: Pahud (Claude): textes, poèmes, nouvelles, etc. Textes autobiographiques. Notes de discours. Notes, exposés et documents en relation avec les cours de diction et d'art dramatique. 50° anniversaire de l'Ecole Etudes Sociales et Pédagogiques 1964-2014. 50° anniversaire du Centre de formation et d'éducateurs pour l'enfance et l'adolescence inadaptées (1954-2004). Une approche comparative des premiers lieux de formation Le choix de Lausanne. Claude Pahud pionnier de la formation des éducateurs en Suisse. Lettres échangées avec des personnalités littéraires, politiques et religieuses de Suisse romande. Archives familiales avec des membres de sa famille et de sa belle-famille (Veillard). Plans-fixes (2008).Portraits parus dans la presse, 1920-2015.
- PP 1062: Gardaz (Emile): imprimés (livres, périodiques et journaux, programmes, calendriers) dans lesquels des articles d'Emile Gardaz se lisent. Principalement des scripts d'émissions radiophoniques dont les régulières: «Mardi les gars», «Derrière les Fagots», «La chaîne du bonheur», «La Suisse est belle», et de nombreuses occasionnelles, le plus souvent avec Michel Dénériaz: «Grand prix du disque 1955», «Hommage à l'Abbé», «800 ans de Fribourg», «La Fête-Dieu»; «Adieu Berthe», «Les aventures de Oin-Oin», «Le bateau d'Emile», «Demain dimanche». Poèmes inédits et publiés, textes de spectacles et pièces de théâtre, en particulier avec la Fête du Blé et du pain de 1998. Compositions pour le chant, avec des partitions manuscrites et imprimées, avec les différents auteurs des musiques, pour les chorales, les spectacles et les manifestations en relation avec l'histoire d'un choeur ou de l'Association vaudoise des chanteurs, ou les Fêtes de chorales vaudoises et fribourgeoises. Lettres et témoignages reçus lors de l'incendie de son appartement, le 6 décembre 1999, à Valmont 18. Parmi les expéditeurs Jack Rollan, Marcel Imsand et de nombreux citoyens. Hommage à Emile Gardaz au moment de son décès, en 2007. Portraits filmés et sonores d'Emile Gardaz par la Télévision suisse romande, la Radio Suisse romande (en particulier (Le petit déjeuner avec Patrick Ferla, La première, 24 août 1998, et Espace 2), dont Emile Gardaz, passeur d'étoiles. Emissions radiophoniques, 1930-2014.
- PP 1065: Mange (Daniel): concerne le Laboratoire de Systèmes Logiques de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), dirigé par Daniel Mange dont les archives sont composées de 5 parties (Recherche de base ou fondamentale, visant l'accroissement des connaissances sans objectif industriel immédiat. Sous cette catégorie figurent les publications les rapports techniques, les Cahiers de la Chaire de systèmes logiques de l'EPFL et les différents dossiers thématiques de la recherche. Enseignement, soit les cours suivis par Daniel Mange en qualité d'étudiant jusqu'aux derniers cours dispensés par lui à ses propres étudiants. Développement, visant à faire le pont entre la recherche de base et les applications industrielles. Administration, comme outil de gestion de la recherche, de l'enseignement et du développement et Information, recouvrant des documents autres que des publications de recherche ou des textes d'enseignement, 1958-2016.

6.3. Autres nouveaux inventaires et instruments de recherche

L'effort principal a été porté en 2016 dans la réhabilitation des fiches d'analyse des parchemins et des papiers de l'époque médiévale, « Nouveaux Titres » qu'il s'agit de mettre en relation avec les inventaires des fonds classés entre les cotes C VII b (Prieuré de Payerne) et C XX (Communes vaudoises). Un travail conduit dans le cadre des Masters universitaires avec spécialisation « Histoire » a permis de retrouver plus de 1000 cotes. Après avoir épuisé la solution des mentions dorsales, il a été décidé de faire une comparaison des dates des fiches des « Nouveaux Titres » et de celles qui apparaissent dans l'ensemble des inventaires et des répertoires numériques de la section C.

Plusieurs inventaires des sections historiques ont été importés dans la base de données DAVEL. Il s'agit des inventaires établis sur traitement de texte: C XIII b: Abbaye de Saint-Maurice (9 p.); C XIV b: Carmélites de Sainte-Catherine (7 p.); C XVI 134: Jutigninge (21 p.); C XVI 169: Mestral de Begnins (38 p.); C XX 152: Savigny (8 p.); C XX 21: Bougy-Villars (19 p.); C XX 333: Luins (8 p.),

et des inventaires dactylographiés: C XV 18: Chapelle-Vaudanne (seigneurie de) (99 p.); C XVI 33: Bouvier (37 p.); C XX 175: Morges (91 p.); C XX 309: Grandcour (139 p.).

Un cas singulier mérite la citation, le versement de 11 boîtes d'archives des années 1723 à 1955, du Cabinet des médailles qui avait été préparé par le regretté Michel Steiner, en 1984, avec attribution des cotes K XIII 60/2-12. Ces documents ont été en fait déménagés du Musée monétaire cantonal aux ACV, le 4 avril 2016.

6.4. Autres travaux de classement et d'inventaire

Les ACV tiennent, sous la cote Ai, une collection des inventaires des archives des communes vaudoises. En 2016, cependant, aucun instrument de recherche de ce type n'a été transmis aux ACV.

Les répertoires numériques des cotes génériques P 1000 (collection de documents isolés de provenance privée) 13 adjonctions et P 2000 (collection de cartes postales de provenance privée): 1adjonction sont mis à jour au fur et à mesure de l'entrée des documents concernés. Il en va de même des cotes de gestion: T (Photographie): 19 adjonctions, U (Film): 6 adjonctions, V (Sons): 4 adjonctions et W (Documents numériques statistiques et délimités): 4 adjonctions.

Parallèlement au classement et à l'inventaire des fonds encore dépourvus d'instruments de recherche (en principe parce qu'entrés récemment), la transformation des anciens inventaires d'archives dactylographiés en notices informatiques détaillées et indexées se poursuit. Au cours de ce travail, les inventaires sont améliorés et complétés. Au 31 décembre 2016, 73 % des fonds conservés aux ACV disposaient d'inventaires entièrement informatisés et 27 % d'inventaires anciens dont une copie PDF est accrochée à une notice informatique au seul niveau du fonds, les 2 % restants étant en attente de traitement. Traduits en nombre de pages, l'import d'inventaires dans la base de données DAVEL correspond à 22 inventaires terriers pour 3 479 pages et 68 inventaires (CoSA ou dactylographiés) pour 15 576 pages, soit un total à la fin de l'année 2016 de 19 055 pages.

L'inventaire et l'indexation des 5 500 nouveaux dossiers biographiques et nécrologiques de l'Agence Télégraphique Suisse (ATS), constitués ou continués de 1999 à 2013 puis remis aux ACV au moment de l'abandon du support papier par l'agence, ont été achevés en 2016.

L'opération de numérisation et de transcription de l'Inventaire blanc (documents du $10^{\rm c}$ au $18^{\rm c}$ siècles émanant des anciennes administrations ecclésiastiques et seigneuriales, puis bernoises; l'inventaire manuscrit totalise 2 554 pages) a également été terminée en 2016. Elle remplace dans DAVEL la version manuscrite qui y figure (sous forme d'un fichier PDF attaché à la notice du fonds), établie dans la seconde moitié du $18^{\rm c}$ siècle.

Dossiers généalogiques et fichier héraldique: voir le chapitre 8.

6.5. Instruments de recherche informatiques et site Internet

En 2016, la base de données DAVEL a été enrichie de 106 115 (26 770) notices validées: 106 009 (26 585) décrivent des unités documentaires en-dessous du fonds d'archives, 58 (42) des fonds, des collections ou des versements.

A la fin de l'année 2016, DAVEL contenait 517 432 (411 465) enregistrements, décrivant autant d'unités documentaires. A cette date, 3 633 (3 504) fonds ou collections, soit 99,8 % de ceux conservés aux ACV avaient un inventaire dans DAVEL.

Les pages statiques sur Internet et sur l'Intranet de l'Etat ont été régulièrement mises à jour, ainsi que les données d'inventaire de la base DAVEL.

La base DAVEL est rattachée au portail Internet Archivesonline, qui permet une recherche simultanée dans les fonds de 23 institutions suisses, dont 4 Archives cantonales romandes (voir: http://www.archives-online.org/search.aspx).

Développements de la base de données et du site Internet des ACV: voir le chapitre 3.

Statistiques de consultation sur le site Internet des ACV: voir le chapitre 11.3.

6.6. Divers en relation avec les classements et instruments de recherche

A côté de la base de données consultable sur Internet ou en salle de lecture, les ACV conservent à ce jour la forme classique de l'inventaire par fonds. Celui-ci est généré semi-automatiquement à partir de DAVEL et il est mis à la disposition des usagers sous deux formes: un fichier PDF-A lié à la notice informatique du fonds et un document imprimé disponible en salle.

Une attention particulière est apportée au contrôle et à l'adaptation des conditions d'accès (délais de protection) aux nouvelles normes définies par la loi sur l'archivage. La force d'un dépôt d'archives se mesure au nombre d'inventaires qu'il peut produire et dont le souci est de pérenniser les données dans un environnement informatique. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le souci de sécuriser les données d'inventaires encore sous forme dactylographiée et sur traitement de texte (la forme manuscrite a été résorbée), manifeste depuis 2014: des procédures semi-automatiques de récupération ont été mises en place alors; une partie relativement importante, en raison de la complexité des structures d'inventaire, doit néanmoins être saisie manuellement. L'engagement d'un mandataire permet de réaliser de manière continue, depuis septembre 2016 cette opération dont les effets se marque dans les statistiques annuelles: on arrive au chiffre record de 32 834 pages produites et désormais 73% (+3% par rapport à l'année 2015) des inventaires sont structurés en bases de données.

Lors des travaux de classement et d'inventaire, 55 (44) m.l. de documents ne présentant pas un intérêt historique suffisant pour justifier leur conservation ont été écartés, puis éliminés. Ces éliminations sont protocolées.

7. Bibliothèque

La gestion de la bibliothèque a été assumée par le bibliothécaire universitaire, engagé à 60 %, et l'assistante-archiviste, engagée à 100 %, qui consacrent environ la moitié de leur temps au traitement des imprimés.

L'accroissement de la bibliothèque s'est poursuivi en 2016 à un rythme soutenu, dû notamment à une forte augmentation des achats, ce qui est réjouissant. 1204 (891, en 2015) monographies ont été inscrites dans le registre des entrées: 682 (417) proviennent d'achats (57%, en hausse de 10% en 2016 par rapport à 2015), 342 (424) de dons ou de dépôts (28%, en baisse de 20% entre 2016 et 2015), 161 de tris de fonds d'archives (13%) et 19 d'échanges (2%). Les collections de périodiques se sont accrues de 459 (427) exemplaires. 98 (58) notices nouvelles ont été créées par les ACV dans les catalogues RERO puis Renouvaud. 50 (60) livres ont été donnés à la reliure.

Dans la politique d'acquisition, l'accent a été mis sur l'achat de nombreux ouvrages professionnels (archivistique, Records management, bibliothéconomie, documentation, etc.) destinés à compléter la Bibliothèque technique. Les collections patrimoniales se sont, quant à elles, enrichies de nombreux documents anciens et parfois rares provenant de la liquidation de la librairie ouverte en 1974 à Lausanne par Roger Ségalat (1934-2010).

En qualité de bibliothèque de référence des publications de l'administration cantonale, les ACV reçoivent systématiquement du Centre d'édition de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADEV) les réalisations de celui-ci. Les échanges de livres obtenus en plusieurs exemplaires ont été poursuivis,

notamment avec la Bibliothèque des Archives de la Ville de Lausanne. Les imprimés non retenus enrichissent les collections de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, qui organise, chaque début d'année, une vente à ses membres.

Le changement de réseau de bibliothèques effectué au cours de l'été 20106 a impliqué de nombreuses formations et d'importants changements des habitudes professionnelles. En août, les notices bibliographiques vaudoises du catalogue RERO ont pu être migrées dans Renouvaud qui donne désormais accès à une large palette de ressources documentaires, qu'elles soient physiques ou numériques. Si les usagers des ACV ont dû faire preuve d'une certaine souplesse, ils se sont globalement assez vite adaptés à ce nouvel environnement.

Le bibliothécaire universitaire consacre un quart de son temps à l'accueil scientifique des usagers des ACV en salle de lecture. L'équipe de la bibliothèque assume aussi la responsabilité de l'adaptation de l'indexation des notices de la base de données DAVEL. Ce vaste projet consiste à doter les inventaires d'un vocabulaire contrôlé approprié et conforme aux pratiques internationales d'indexation. Le thésaurus s'est considérablement enrichi au cours de l'année 2016. De 843391 termes enregistrés avant le 31 décembre 2015, le nombre de mots saisis est passé à 949924 au 31 décembre 2016, soit une augmentation de 106533 unités (122064, en 2015). Les descripteurs sont répartis en trois catégories: lieux (environ 9 %), matières (environ 23 %) et personnes (environ 68 %). Ils donnent un bon aperçu de la diversité des sources conservées aux ACV.

Plusieurs fonds d'archives privées et inventoriées en 2016 comportent des parts d'imprimés importantes qui méritent d'être signalées ici, après celui du fonds PP 1002 (DM-échange et missions), mentionné dans le Rapport d'activité 2015, même si leur consultation se fait au travers de la base DAVEL, et non de Renouvaud, et obéit aux exigences de la description archivistique.

- PP 525: Berger (René): la diversité des disciplines représentées dans la bibliothèque donne un reflet impressionnant de la curiosité de René Berger tout en constatant l'inégalité de traitement des sciences humaines. Thèmes dominants: peinture, beaux-arts, philosophie. Domaine moins représentées: littérature, politologie. La présence de nombreux ouvrages d'économie et de médecine surprend dans cet ensemble. René Berger a saisi dès ses débuts l'importance de l'informatique, en particulier d'Internet, dont il a mesuré l'impact sur l'ensemble des savoirs humains, à l'exemple de l'Art-vidéo. Il a accumulé une imposante et originale documentation sur les nouvelles technologies au sujet desquelles il a recherché les convergences et les interdépendances dont la variété des matières reflète la curiosité inextinguible de René Berger.
- PP 1059: Bonnard (François, Charles Emile): bibliothèque de 142 volumes/brochures pour 115 titres différents. Les livres religieux et d'histoire religieuse composent près de la moitié des titres et la séquence temporelle la plus étendue (1550-1961). Les ouvrages de littérature suivent avec 30 titres pour 39 volumes imprimés. Les autres domaines sont représentés par quelques titres, si l'on excepte les dictionnaires de géographie et de langues (8 titres pour autant de volumes). Il vaut mieux parler de volumes isolés (de nombreux sont d'ailleurs dépareillés) pour caractériser les autres natures d'imprimés de la bibliothèque (droit, histoire, histoire militaire). Parmi les ouvrages religieux, il faut citer la belle série des Psaumes de David, publiés entre 1773 et 1862 et les différentes versions et traductions de la Bible. Ce qui fait l'intérêt de la bibliothèque, c'est la transmission des ouvrages à l'intérieur d'une même famille, par le jeu des générations et des alliances matrimoniales, certains titres étant des cadeaux faits à un membre de la famille comme c'est le cas avec Philippe-Sirice Bridel, dit le Doyen Bridel.
- PP 1060: Addiction suisse: bibliothèque référentielle sur les thèmes de l'addiction, 4 098 volumes imprimés, 20 boîtes qui recouvrent des monographies, périodiques d'Addiction Suisse, suisses et étrangers, biographies, thèses, congrès, actes de colloques et littérature grise, catalogués, classifiés et étiquetés l'organisation originelle a été maintenue.

8. Documentation et collections

La section de documentation relative aux communes vaudoises créée en 2014 est alimentée de façon ponctuelle, sans inventaire de détail pour des raisons de rationalité de gestion. Elle rassemble, sous la cote BRB 7000 + numéro de commune, des coupures de presse, brochures et autres imprimés, qui complètent l'information déjà disponible sur les communes sous forme de monographies et de brochures.

Généalogie: la collection des dossiers généalogiques (Y, Dos gen), qui regroupe des travaux généalogiques non publiés remis aux ACV, a été enrichie de deux dossiers en 2016 (0 en 2015): Bovet, famille originaire d'Arnex-sur-Orbe et Ledermann, famille originaire d'Oron-la-Ville. Les compléments apportés aux dossiers existants ne sont pas protocolés.

La liste complète des dossiers disponibles est tenue à jour dans la base de données DAVEL, disponible sur Internet et donc indexée par Google, ce qui suscite de fréquentes demandes de renseignements de la part de généalogistes du monde entier.

Héraldique: depuis 1952, les ACV tiennent à jour un fichier héraldique, avec la collaboration des héraldistes professionnels vaudois. Les nouvelles créations sont enregistrées et contrôlées gratuitement, puis transmises sur abonnement aux héraldistes qui souhaitent compléter leur propre documentation. La collection des dossiers héraldiques (Y Dos her) réunit la documentation accumulée au fil des décennies sur les armoiries tant institutionnelles que familiales (notamment la correspondance échangée avec des personnes physiques ou morales demandant l'enregistrement de leurs armoiries et divers documents touchant la question héraldique, entre autres sous l'aspect juridique). Ces dossiers sont répartis en quatre séries, répertoriées dans DAVEL: généralités, communautés (communes, cantons, divers), thématiques (meubles), familles.

Deux arrêtés sont entrés en vigueur au 1er janvier 2017: l'arrêté sur les armoiries communales du 21 décembre 2016 et l'arrêté Sceau du préfet, sous-préfets, tribunaux et municipalités du 21 décembre 2016. Le 14 juillet 2016, l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle (IPI) a écrit à la Chancellerie d'Etat du canton de Vaud pour lui annoncer l'entrée en vigueur de la nouvelle législation « Swissness » qui comprend une nouvelle loi et ordonnance fédérales sur la protection des armoiries de la Suisse et des autres signes publics (LPAP), https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20151958/index.html

Le même Institut demandait que les fichiers numériques de toutes les armoiries communales du canton de Vaud lui soient envoyés par la voie électronique pour qu'il puisse garantir la protection des signes publics suisses parmi lesquels il faut compter les signes cantonaux et communaux. Les ACV qui disposaient déjà de la numérisation de la totalité des armoiries en vigueur ou modifiées de l'ensemble des communes vaudoises ont pu répondre dans les délais à la Confédération. L'ensemble des communes a été informé des nouvelles dispositions, de la promulgation de l'arrêté du 21 décembre 2016 sur les armoiries communales et de la confirmation du rôle des ACV dans le contrôle, l'enregistrement et la communication des armoiries communales (Art. 2: «1 Les Archives cantonales vaudoises établissent et tiennent à jour le fichier central numérique des armoiries communales du Canton de Vaud. 2 Elles ont seules la compétence d'en exploiter les données. Art. 4 Les Archives cantonales vaudoises communiquent les armoiries communales à l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle en vue de leur enregistrement sur la liste des signes publics protégés. Art. 51 Les Archives cantonales vaudoises transmettent sur demande écrite les extractions du fichier central aux communes et aux autres ayant-droits).

La mise en œuvre du nouveau dispositif a fait apparaître que plusieurs armoiries communales avaient été modifiées graphiquement, sans porter atteinte au blasonnement. Le Conseil d'Etat a dû statuer sur la validité de nouvelles armoiries. Le Recueil systématique de la législation vaudoise (RSV) a été mis à jour en conséquence, voir désormais https://www.ige.ch/suche/?lang=fret et http://www.rsv.vd.ch/rsvsite/rsv_site/index.xsp

Le fonds des dossiers héraldiques a été augmenté en 2016 d'un dossier, comme en 2015. Parmi les acquisitions d'archives d'origine privées, à signaler celles du céramiste d'art et de peintre héraldiste, Edouard Lauraux (P 1000/266), en activité de 1982 à 2004.

9. Préservation, conservation et restauration

Le personnel fixe de l'atelier de préservation-restauration est composé d'une restauratrice à 50 % et d'une assistante-restauratrice à 25 %. Jusqu'à fin de l'année 2016, l'équipe a été renforcée par Salomé Lutz, engagée depuis le 1^{er} janvier 2014 pour une durée de trois ans, dans le cadre du budget alloué par l'EMPD sur la création du pôle de numérisation («travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés»: voir le chapitre 10), cela afin de pouvoir assurer la préparation et le traitement des très nombreux documents qui sont reproduits dans le cadre du projet: contrôle, nettoyage, consolidation, éventuellement démontage et remontage de volumes, reconditionnement, etc. Il s'agit de s'en tenir aux mesures essentielles et à une approche pragmatique. Cas exceptionnel: un registre (Gb 20/a) a nécessité plus de 200 heures de travail pour le stabiliser, en raison de sa forte dégradation par les moisissures.

Comme en 2015, le recours à du personnel stagiaire (Mélissa Maréchal a été engagée comme stagiaire du 1^{er} juin au 16 septembre à 100%, et mandataire Hariklia Tziamtzi qui a été employée du 15 mars à fin décembre pour un mandat de 1300 heures) a été rendu nécessaire en raison de l'ampleur et du «flux tendu» des activités de l'atelier.

Le flux consistant à approvisionner deux numériseurs montre qu'il est difficile pour l'atelier de restauration, même avec une avance substantielle liée à une préparation débutant plusieurs années auparavant, de suivre un rythme imposé par rapport à l'état des sources et aux standards appliqués.

Principales opérations: l'activité de l'atelier s'est concentrée quasi exclusivement sur les tâches de la numérisation, laissant de côté les travaux de conditionnement et de réparations des documents des fonds d'archives officielles et privées, au fur et à mesure de leur inventaire: le tableau de référence s'est allongé considérablement! Pour répondre à la demande des numériseurs et pouvoir profiter de la présence jusqu'à fin mars 2017 d'un des deux opérateurs, l'accent a été mis sur les cartes et les plans isolés (Gc). Plus de deux mille cartes ont transité par l'atelier. Deux groupes ont été formés: les cartes allant jusqu'au format maximum de 133 x 87 cm qui rentrent dans les tiroirs et les «hors formats»: celles-ci ont été travaillées à plusieurs mains et ont bénéficié de l'installation de la tente extérieure. Seules 5 cartes (au format double A0) ont été laissées de côté: elles devront être numérisées en externe. L'utilisation d'un nouveau papier «kraft brun » de conservation, comme premier conditionnement des fonds en attente d'intervention, a été confirmée, le 4 avril 2016, la couleur brune du papier signifie que les documents ne sont pas encore passés par l'atelier et doit attirer votre attention sur la manipulation des enveloppes qui peuvent être composées de plusieurs lots de documents fragilisés.

Au 31 décembre 2016, 71,7 % des registres de plans cadastraux (Gb) et 99,9 % des cotes des cartes étaient prêts pour être numérisés; 264 volumes de la sous-section étaient alors disponibles, ce qui représente une avance de 5 mois de travail sur celui des opérateurs.

Parallèlement, le suivi du travail lié à l'opération de numérisation par l'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours («Mormons») de tous les registres de reconnaissances de 1234 à 1798 (voir le chapitre 10) s'est achevé en juin 2016, avec le terme du travail de numérisation. Il a été jugé plus utile de ne pas numériser certains registres tant les dégâts étaient graves.

COnsortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAtastrophe (COSADOCA): une séance a été organisée, le 8 février 2016 (l'année du dixième anniversaire du lancement de la structure mutualisée), aux ACV, entre Jeannette Frey directrice de la Bibliothèque cantonale et universitaire-Lausanne, Isabelle Kratz, directrice de l'information scientifique et des bibliothèques de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et Gilbert Coutaz, directeur des ACV. Si tous trois ont réaffirmé l'intérêt d'une telle structure, la reprise de la collaboration dépend de la succession au Service des manuscrits de Danièle Mincio, décédée le 23 novembre 2015, et des discussions qui entourent la dépendance hiérarchique des bibliothèques de l'EPFL. Depuis cette rencontre, Gilbert Coutaz a eu des échanges avec la nouvelle

conservatrice, Ramona Fritschi. Ils se sont promis de prendre des initiatives en 2017.

Le site Internet www.cosadoca.ch fournit références, fiches pratiques, adresses, etc., développés à l'occasion ou à la suite des exercices; on y trouve également des reportages photographiques sur ceux-ci.

Le plan catastrophe COSADOCA des ACV a été mis à jour au 1^{er} janvier 2016. Il a fait l'objet d'un développement spécifique pour répondre aux risques encourus durant le chantier de la densification des locaux, entre juillet 2015 et juin 2016.

Autres travaux: l'atelier est toujours un lieu de visites soutenues et en général appréciées, il s'y déroule aussi des exercices et démonstrations pratiques pour les « Stages découverte ». C'est également un endroit où les stagiaires et mandataires viennent volontiers poser des questions et chercher des solutions pour la bonne conservation des fonds qu'ils sont en train d'inventorier. Les communes du Chenit, de Villeneuve et de Veytaux ont été visitées pour un état sanitaire des conditions de conservation et des documents. La préparation de l'exposition 2017 a demandé un appui important de l'atelier qui assure également le contrôle et les relevés des thermo-hygrographes installés dans l'ensemble des dépôts et espaces de travail des ACV.

Matériel de conditionnement: la protection des documents a requis l'utilisation de 2 833 (3 062) boîtes d'archives non acides et de 24 450 (16 550) enveloppes non acides (avec réserve alcaline).

0 (15) boîte et 500 (300) enveloppes ont été fournies à des communes ou à des institutions, au prix coûtant.

10. Microfilmage et reprographie

Le photographe des ACV a pour mission la réalisation, à des fins de sécurité et de diffusion des documents d'archives, de copies de ceux-ci par la photographie ou la numérisation, le microfilmage exécuté en interne (35 mm) abandonné depuis début 2008, alors que le microfilmage 16 mm, réalisé en service bureau, a été maintenu jusqu'en 2014. Il assure également la gestion des supports sonores et filmiques contenus dans les fonds reçus par les ACV. Il est en outre chargé de la mise à jour régulière des sites Internet et Intranet de l'institution. Il est à noter que la réalisation d'une partie des reproductions commandées par les usagers est confiée à un photographe privé agréé par les ACV.

Numérisation: la création du centre de numérisations des ACV avec le financement pendant trois ans de travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents historiques menacés, suite à l'EMPD d'un montant de 1 630 000 francs adopté par le Grand Conseil le 12 mars 2013, a poursuivi ses activités en 2016. La production interne du pôle numérique et la réalisation au moyen de celui-ci de la numérisation des registres de plans cadastraux et des cartes ont été assurées par les deux assistants-photographes engagés jusqu'à fin mars 2017. Dans le courant de l'année 2016, 20 251 (26 187) nouveaux fichiers des collections de plans visuels, géométriques, cadastraux et d'abornement (Gb) et 3 023 (3 715) nouveaux fichiers des cartes (Gc) ont été produits par l'atelier de numérisation. Cette opération de numérisation a débuté en avril 2015.

La production de l'atelier de numérisation a largement déterminé l'activité de l'atelier de reprographie en 2016, le photographe étant responsable en particulier du contrôle qualité de toutes les prises de vue, de l'assemblage de celles réalisées en plusieurs parties (de nombreux registres cadastraux sont constitués de rabats parfois de très grandes dimensions, qui nécessitent plusieurs prises de vue, l'intégralité de la page originale étant reconstituée ultérieurement par collage informatique, de même que pour les cartes dont l'ampleur du format nécessite plusieurs prises de vue par segments) et de la structuration des documents numérisés (différenciation des différentes parties par code alphabétique: couverture, répertoire, corps de texte, recto /verso).

A la validation de la structuration, les images sont exportées à la fois au format TIFF sur le serveur (R) de conservation et en format PDF réduit sur le serveur (W) de diffusion, qui met les dossiers numérisés à disposition du public en salle de lecture. L'option du transfert direct des images de diffusion sur le web n'a pas été retenue.

Il a été fait le choix de numériser les collections des collections de plans visuels, géométriques, cadastraux et d'abornement (Gb) et de cartes (Gc) en couleurs, à une résolution de 400 dpi. Cela garantit de ne perdre aucun détail du document original, mais le poids de chaque fichier TIFF est très conséquent (environ 700 Mo), ce qui pose la question de la capacité de stockage de cette information. L'espace à disposition est rapidement saturé et nécessite l'octroi de mémoire supplémentaire par la DSI.

Numérisation des registres de reconnaissances: sans lien direct avec ce qui précède, le projet de numérisation par les Mormons de tous les registres de reconnaissances de 1234 à 1798, débuté en mai 2009 et financé par l'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours, pour lequel les ACV ont mis un local à disposition de l'opérateur et assurés les travaux de préparation, d'accompagnement et de contrôle de l'opération, s'est achevé en juin 2016. En 2016, 50 454 prises de vue (308 572) ont été réalisées, portant le total à 2 272 621 (2 222 167). Le pôle numérique des ACV permettra notamment d'assurer la maîtrise de la conservation et de la diffusion de ce patrimoine documentaire. Le photographe des ACV a été fortement sollicité par cette opération. Il a notamment dû assurer le contrôle de la numérotation des folios et le report dans la base de données de toutes les informations relatives aux documents traités. Parallèlement, les nombreux inventaires dactylographiés de ces registres de reconnaissance ont été informatisés par reconnaissance de caractère, remis en page par le photographe, enfin complétés par les informations recueillies lors de la numérisation. Une opération malheureuse du centre de traitement de Salt Lake City a eu pour conséquence de perdre le nommage initial de 182 649 fichiers numérisés, ce qui a nécessité le développement d'un logiciel de renommage par les Mormons pour rétablir le nommage correct. Le photographe a désormais la tâche du contrôle de concordance de l'ensemble des fichiers numérisés et de l'adaptation de leur nommage aux normes établies par les ACV. La mise à disposition pour le public de l'ensemble des registres de reconnaissances numérisés souffre d'un délai très important malgré l'achèvement de l'opération de numérisation.

Microfilmage: le matériel de microfilmage de l'atelier, hors d'usage depuis 2008 déjà, a été remplacé par du matériel de numérisation en 2014. La réalisation à l'interne de séries de sauvegarde sur support argentique est définitivement abandonnée. Seules des copies ponctuelles de documents isolés sont réalisées. Comme les trois années précédentes, aucune bobine de microfilm de sécurité 35 mm n'a été confiée, en service bureau, en 2016.

Il en a été de même pour les microfilms 16 mm, réalisés par l'atelier protégé de la Maison des Chavannes (Fondation Eben-Hézer), qui a décidé de cesser cette activité fin 2014. Tout microfilmage, que ce soit en 35 ou en 16 mm, est donc suspendu sine die. La reprise éventuelle de ce travail par une autre entreprise, avec le recours exclusif à la numérisation, a été évoquée en 2016.

Le microfilm couleur fait son apparition comme support chimique des fichiers numériques des registres de plans cadastraux et des plans et cartes. Il entre dans les bonnes pratiques de la sécurité à long terme des produits numériques. En effet, l'Office fédéral de la protection des biens culturels a décidé de financer sur trois exercices budgétaires (2016, 2017 et 2018) le transfert des données numérisées sur des copies de sécurité analogiques. Le dossier a été défendu victorieusement grâce à l'appui de l'Office cantonal de la protection des biens culturels et dans le prolongement du dossier thématique paru en 2015 sous le titre «Le pôle numérique des Archives cantonales vaudoises: son positionnement et sa plus-value» (voir en particulier p. 64).

Photographie: 64 (170) tirages photographiques grand et moyen formats ont été exécutés pour les besoins internes des ACV, plus particulièrement pour l'exposition annuelle de 2017, intitulée «Paris a

enlevé un fils à sa famille » - Louis Dumur (1863-1933) Homme de lettres d'origine vaudoise et grand témoin de son temps. De nombreux dessins réalisés par des patients de l'Hôpital de Cery ont été reproduits. Avec l'appareil reflex numérique et le numériseur de l'atelier, 1644 (2104) fichiers numériques ont été produits en interne, notamment pour la préparation d'illustrations, des demandes émanant des services de l'administration cantonale ou de lecteurs, des mises à jour des sites Internet et Intranet des ACV, ainsi que des reproductions pour l'exposition précitée.

L'Armorial vaudois 1936-1996 de François J. Rappard a été entièrement reproduit sous forme numérique entre 2004 et 2012 et un serveur accueille l'ensemble de ces armoiries. En 2016, le photographe n'a pas eu à compléter cette collection, soit 0 (1) nouveau fichier numérique d'armoiries familiales.

La numérisation des Armoiries communales a été augmentée de 1 (0) nouveau fichier en 2016.

5 (15) CD ont été gravés, pour diverses illustrations de publications ou pour des commandes d'autres services ou de privés. La sauvegarde des fichiers réalisés est effectuée sur un serveur de 40 téraoctets mis à disposition des ACV par la DSI.

Autres travaux: des mémoires informatiques supplémentaires ont été procurées par la création de disques R, Q, U, W, X et Y sur le réseau des ACV. Le disque W accueille les images de diffusion des fonds sous forme numérique, à l'interne et en salle de travail, notamment les registres paroissiaux et d'état civil, ainsi que les cartes et plans cadastraux, au fur et à mesure de leur réalisation dans le cadre du projet de numérisation. Les autres disques concernent les archives numériques pérennes (R, Q et U) et temporaires (X et Y).

L'Institut suisse pour la conservation de la photographie, à Neuchâtel a entamé en 2016 des travaux externalisés de numérisation des nombreuses plaques de verre que conservent les ACV, entre autres dans le fonds des Archives des Monuments Historiques (AMH).

Les informations concernant les reproductions de documents pour les usagers des ACV figurent au chapitre 11.5. Des copies de celles réalisées par le photographe privé agréé par les ACV sont remises en fin d'année et intégrées aux collections de l'institution.

11. Consultation et utilisation des archives

Généalogie: dans un communiqué de presse de mai 2016, le Conseil d'Etat annonçait la mise à disposition du public, en salle de lecture de plus de 3 millions de prises de vue, réalisées à partir des registres paroissiaux et des registres d'état civil, entre 1562 et 1875 auxquelles s'ajoutent les actes de naissance jusqu'en 1899, les actes de mariage jusqu'en 1929 et les actes de décès jusqu'en 1959 – l'ouverture de ces données a été rendue possible grâce à un accès particulier à l'application du Service de la population exécutée dans le cadre du projet fédéral du Registre informatisé («Infostar»). La recherche généalogique bénéficie désormais de sources primaires et secondaires, du XIIIe siècle à 1960, ce qui fait des ACV un point d'accès unique à des données généalogiques aussi anciennes. Une première tranche des 2 200 000 prises de vue des registres de reconnaissances numérisés (1234-1798) est également ouverte selon les mêmes modalités que les registres d'état civil. Des mises à jour régulières offriront à terme l'ensemble de ces sources qui sont proposées en accès libre et gratuit. La numérisation a eu pour conséquence heureuse la refonte des inventaires correspondant aux séries documentaires prises en compte, consultables dorénavant sur la base de données DAVEL.

Mesures de coercition à des fins d'assistance et placements extrafamiliaux jusqu'en 1980: les ACV sont fortement impliquées, depuis avril 2013, dans les réponses aux demandes d'information présentées par des personnes ayant fait l'objet de mesures coercitives (le plus souvent, placements de mineurs dans des familles d'accueil ou des institutions) entre le début du 20° siècle et 1980. Elles travaillent en concertation

avec le Centre de consultation LAVI (Loi fédérale sur l'Aide aux Victimes d'Infractions) du canton de Vaud, ainsi qu'avec les centres LAVI ou institutions analogues des autres cantons. Cette question pèse considérablement sur le fonctionnement de l'institution. En 2016, 80 nouvelles demandes sont parvenues aux ACV, 105 ont trouvé une réponse. Le temps de traitement d'une demande dépasse fréquemment la journée, compte tenu des longues recherches nécessaires pour explorer les différents fonds d'archives susceptibles de contenir des informations, reconstituer les faits et comprendre les raisons des mesures prises. Au 31 décembre 2016, 330 demandes (contre 250 une année plus tôt) étaient parvenues aux ACV, dont 319 (214) traitées et donc 11 (36) encore en suspens (56 au plus fort de la vague, en août 2015).La publication par la Conférence des directrices et directrices d'Archives suisses des statistiques de consultation des Archives cantonales a démontré que les ACV comptent parmi les cantons les plus sollicités: Berne avec 220 demandes, Vaud et Zurich avec 80 demandes, Fribourg avec 70 demandes, suivi par Lucerne (60).

En lien direct avec cette thématique, les ACV ont participé aux travaux de la Commission chargée d'étudier le rapport sur deux postulats parlementaires: Jean-Michel Dolivo, Réhabilitation des personnes détenues administrativement; Josée Martin: Sauvegarder les archives des enfances volées. Le Grand Conseil a adopté ledit rapport, dans sa séance solennelle du 21 juin 2016, qui place désormais les ACV dans l'obligation de faire appliquer les recommandations de conservation des archives liées aux placements des enfants dans des institutions (24 ont été recensées, entrant dans de tels critères) et un questionnaire a été envoyé en octobre 2016, sous la double signature du Chancelier d'Etat et du directeur des ACV.

Le 30 septembre 2016, le Parlement fédéral a adopté en vote final, à une large majorité, le projet de Loi fédérale sur les Mesures de Coercition à des Fins d'Assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981 (LMCFA) qui lui était soumis par le Conseil fédéral comme contre-projet indirect à l'initiative populaire « Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance (initiative sur la réparation) » déposée en décembre 2014. Celleci a dès lors été retirée par le comité d'initiative, ce qui permettra l'entrée en vigueur de la loi le 1^{er} avril 2017, aucun référendum n'étant annoncé. Les ACV ont participé à la journée d'information organisée par les services de la Confédération, à Berne, le 23 novembre 2016, pour la mise en œuvre de la LMCFA.

11.1. Usagers individuels

Le nombre total de consultations a été de 5 395 (5 432), par 2 361 (2 363) personnes différentes; 3 916 (3 849) séances de travail en salle de lecture ont été effectuées par 1 129 (1 043) lecteurs, 1 073 (1 145) réponses scientifiques ou administratives ont été fournies par écrit et 416 (438) par téléphone.

Les chiffres de la consultation sont ainsi restés très proches de ceux des trois années précédentes. Le nombre de réponses fournies par courrier (postal ou électronique), est durablement établi au-delà du millier, constituant une importante charge de travail, répartie autant que possible sur l'ensemble du personnel, les assistant(e)s et dans une moindre mesure les secrétaires étant mis(es) à contribution, en particulier pour les réponses aux questions de généalogie et pour la recherche et l'établissement de copies certifiées conformes de documents officiels. Ainsi, en 2016, l'assistant-archiviste et les deux assistants-archivistes ont rédigé 361 lettres scientifiques, soit 33,6 % du total, ce qui constitue un allègement du travail des archivistes. Il est à relever au passage que cette manière de faire améliore le niveau des connaissances du personnel d'accueil des usagers de la salle et leur permet d'évoluer avec une plus grande autonomie. La réception de nombreux documents récents du Registre foncier, en particulier, contribue à maintenir les demandes de nature administrative à un niveau élevé. La fréquentation du site Internet des ACV, en premier lieu des deux bases de données DAVEL et PANORAMA, continue à augmenter.

Les statistiques de la consultation des ACV dès 1996 sont publiées sur le site de Statistique Vaud, à l'adresse http://www.scris.vd.ch/Default.aspx?DocID=7470&DomId=2181.

Profession des usagers 2016 (en salle de lecture uniquement):

	2016	2016	2015	2014	2013
\ \(\langle -1:	0.0				
a) écolier, gymnasien	0,8				
b) étudiant	24,0				
c) retraité	32,8	57,6	54,4	56,6	53,6
d) archéologue, historien, historien de l'art (sauf enseignant)	16,0				
e) architecte, dessinateur-architecte, urbaniste	1,1				
f) archiviste, bibliothécaire, conservateur, documentaliste	1,2				
g) enseignant, professeur	6,4				
h) géographe, géologue	0,9				
i) journaliste, écrivain	0,9	26,5	26,4	25,9	25,2
j) agriculteur, viticulteur	0,7				
k) artisan, commerçant, travailleur indépendant	2,2				
1) cadre moyen	2,3				
m) cadre supérieur, ingénieur	3,5				
n) employé, ouvrier, technicien	4,5				
o) femme/homme au foyer	1,2				
p) profession libérale	1,5	15,9	19,2	17,5	21,2
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Objet de recherche des usagers 2016 (en salle de lecture, par téléphone et par écrit):

	2016	2016	2015	2014	2013
a) généalogie	30,2				
b) héraldique	1,1				
c) histoire de ma maison	2,6				
d) histoire de ma commune/ma région	2,5	36,4	30,2	29,4	34,6
e) histoire générale: préhistoire, antiquité	0,3				
f) histoire générale: moyen âge (6° s1536)	3,1				
g) histoire générale: Ancien Régime (1536-1798)	5,0				
h) histoire générale: Révolution vaudoise et période de l'Helvétique (1798-1803)	1,9				
i) histoire générale: 19° s.	4,8				
j) histoire générale: 20° s.	19,8	34,9	31,7	31,3	25,1
k) histoire de l'art, architecture	9,2				

l) géographie, urbanisme	2,6	11,8	7,8	7,4	8,0
m) usage administratif (consultation par l'administration)	2,7				
n) délivrance d'une copie d'acte officiel (acte notarié,	9,7	12,4	24,9	26,4	27,6
jugement, extrait Registre foncier, etc.)					
o) archivistique (métiers, techniques, bâtiments)	1,6				
p) autres	3,8	5,4	5,4	5,5	4,7
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Motivation de la recherche 2016 (en salle de lecture uniquement):

	2016	2016	2015	2014	2013
\	2/.6	2//	27.7	22.6	26.6
a) études, formation	24,6	24,6	27,7	32,6	26,6
b) enseignement	1,7				
c) recherche dans le cadre de l'activité professionnelle, autre que l'enseignement	25,0				
d) recherche pour le compte de l'administration	1,5				
e) programme d'occupation pour chômeur	0,5	28,7	31,0	28,8	27,7
f) loisirs	47,0	47,0	41,3	38,6	45,7
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

L'année 2016 marque une forte augmentation du public des retraités et des recherches généalogiques. Nul doute que ce phénomène déjà observé en 2015, est dû à la mise à disposition des données numériques généalogiques en salle de lecture et de leur ouverture à la période du 20° siècle. De plus, les cours de formation donnés par le Groupe Généalogie dans le cadre de Connaissance 3 agissent positivement sur le nombre de personnes désireuses de faire des recherches généalogiques sur leur famille.

11.2. Groupes

La salle de conférences des ACV a accueilli 83 (21) séances de différents groupes, totalisant 1250 (989) personnes. Elle a en particulier été mise à disposition pour des cours/séminaires donnés par l'Université de Lausanne et les Archives cantonales vaudoises, ou pour la formation des agents en information documentaire (AID). Ainsi Christian Gross, Professeur ordinaire Histoire et anthropologie des christianismes modernes de l'Institut religions, cultures, modernité, y a donné son séminaire d'été «Le pouvoir pastoral». Depuis plusieurs années, elle abrite les séances de comité de sociétés avec lesquelles les ACV sont liées (en particulier ETHNO-DOC) ou dont elles sont le siège comme c'est le cas de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, ou encore les cours de formation du Groupe Généalogie de Connaissance 3.

14 (27) groupes totalisant 195 (499) personnes ont visité les locaux des ACV, parmi lesquels le Secrétariat de l'Ordre Judiciaire, le Secrétariat du Grand Conseil, la Section Economie du Service des assurances sociales et hébergement et les cadres du Département du territoire et de l'environnement, le Groupe philatélique Poste/Swisscom, les participants aux 4^{es} Journées suisses d'histoire, une délégation de la Cinémathèque suisse et le Secrétariat du Département du territoire et de l'environnement.

11.3. Documents consultés

Le nombre de documents commandés en salle de lecture a atteint le chiffre de 30 936 (41 085) dont 529 (2 049) bobines de microfilms.

En raison du nombre exceptionnel de cotes sorties en 2015, dû en grande partie par une forte consultation, pour des travaux universitaires, de fonds inventoriés à la pièce (incluant une riche correspondance), le nombre de documents consultés en salle de lecture et comptabilisés en terme d'unités de description (cotes) a baissé de 10 149 unités (soit 24,7%). Toutefois, si l'on excepte 2015, le nombre des cotes comptabilisées reste en augmentation depuis plusieurs années. Il a légèrement progressé de 662 unités (soit 2,2%) en comparaison avec 2014, cela malgré une baisse de 2% du nombre de consultations relevée entre 2014 et 2016.

On assiste en 2016 à une notable augmentation de la consultation des fonds d'archives privées de la sous-section PP qui représentent 39,79 % des cotes comptabilisées – la moyenne annuelle depuis 2012 se situe autour de 20 %. Ce constat résulte en grande partie de l'ouverture de fonds d'archives majeurs à la consultation.

Les sections et les fonds les plus consultés	2016	2015	2014	2013	2012
Nombre total de documents consultés	30 936	41 085	30 274	29 486	25 407
Nombre de cotes consultés sur fiches blanches	29 876	38 576	25 803	24 326	19 580
F (Terriers)	639	759	592	388	482
Gb (Plans visuels, géométriques, cadastraux et d'abornement)	32	309	549	518	552
Gc (Cartes ou plans isolés)	12	240	706	457	888
P	5 807	16 609	8 155	8 825	5 5 3 6
PP	11 879	8 808	5 138	5 097	3 963
P + PP	17 686	25 417	13 293	13 922	9 499
% PP	39,76	22,83	19,91	20,95	20,24
% P +PP	59,2	65,89	51,5	57,23	48,5

En 2016, l'augmentation du nombre d'ordinateurs mis à disposition du public en salle de lecture (il est passé de 9 postes à 15 postes, en remplacement d'une partie des appareils de lectures des microfilms/ microfiches), permet dorénavant la consultation des documents numériques des sections F (Terriers), des fonds Gb (Plans visuels, géométriques, cadastraux et d'abornement) et Gc (Cartes ou plans isolés) dont les originaux ont été progressivement retirés de la consultation publique. En valeur absolue, la consultation des originaux de ces sources ne représente plus qu'un très faible pourcentage; leur retrait a allégé considérablement la charge physique du personnel de salle. S'il a suscité au début quelques réticences, le passage à la consultation numérique a bien été accepté par les usagers habitués à consulter les originaux.

La consultation numérisée de l'état civil (registres paroissiaux, d'état civil et base de données Gestar) sur les postes informatiques de la salle de lecture est maintenant définitivement entrée dans les habitudes du public. La consultation des microfilms a encore chuté de près de 75 % par rapport à 2015. Ne sont désormais quasiment plus consultés que les registres de notaires avant 1837, les fichiers de dépouillement et des sources isolées contretypées sur microfilm.

Pour ce qui est de la consultation des offres de service en ligne, seuls les chiffres fournis pour les statistiques nationales de la Conférence des directrices et des directeurs d'Archives suisses (CDA), voir http://www.adk-cda.ch/fr/statistiques-darchives/, sont donnés dans le rapport d'activité. Des divergences de comptage ont été constatées avec les données antérieurement publiées.

Offres de service en ligne	31.12.2015	31.12.2016
Site Internet des ACV		
Nombre de pages	350	350
Nombre de pages vues	1755 306	1 202 415
Nombre de visiteurs uniques	139 839	138 824
Nombre de visites (plus longues que 15 minutes)	86	211
Inventaires en ligne: bases de données DAVEL et PANORAMA		
Nombre d'articles recherchables en ligne	604 149	710 264
Nombre de pages vues	2 172 899	1 707 349
Nombre de visiteurs	122 348	123 095
Nombre de visites (plus longues de 15 minutes)	27 280	29 641
Unités archivistiques en ligne	4001	4068

11.4. Documents prêtés

26 (59) cotes d'archives ont été prêtées pour consultation aux services ou offices de l'administration; 47 bulletins de prêt pour consultation ou pour reproduction pour 102 cotes ont été délivrés en 2016, 30 pour répondre à des besoins de consultation dont 26 pour l'administration cantonale, 12 pour des reproductions, et 5 pour des expositions.

La commémoration des 600 ans de l'érection du comté en duché de Savoie a suscité des prêts aux expositions suivantes: «Les Vies de châteaux. De la forteresse au Monument. Exposition au Musée-Château d'Annecy, 3 juin au 18 septembre 2016; «Armatus Corpus, princes et chevaliers, 600 ans du duché de Savoie », Morges, Château, 9 juin au 30 novembre 2016.; «Châteaux forts et chevaliers. Genève et la Savoie au XIV^e siècle », Musée d'art et d'histoire, Genève, 7 octobre-19 février 2017. Le concours des ACV a été également sollicité pour les expositions: Louis-Auguste Brun dit Brun de Versoix », Musée national de Prangins, 3 mars 10 juillet 2016 et «Byron is back! 1816-2016», Chillon 29 avril – 21 août 2016).

Anne Crété a exploité plusieurs films conservés dans le fonds Paillard-Hermes-Precisa (PP 680) pour un film racontant «La vie filmée au temps des caméras».

11.5. Reproduction de documents pour le public

Le personnel des ACV a délivré 3 256 (2 243) photocopies aux usagers. Par ailleurs, les lecteurs ont réalisé eux-mêmes, sur les appareils mis à leur disposition, 1 873 (2 125) copies d'après les microfilms des ACV. La forte baisse de ces prestations, continue depuis six ans est due à l'utilisation par les lecteurs de leurs appareils photo numériques, paraît donc avoir atteint un seuil.

318 (352) documents ont été confiés pour reproduction à des ateliers spécialisés extérieurs aux ACV.

1 118 (1 295) demandes de délivrance de copies certifiées conformes d'actes officiels ont été reçues, aboutissant à l'envoi de 451(422) courriers Ces demandes concernent avant tout les archives des ex-Tribunaux de district (en particulier les jugements de divorce) et des Registres fonciers, ainsi que celles des notaires (testaments et autres actes) et des Justices de paix (certificats d'héritiers et recherches de filiation).

11.6. Exposition

Les ACV ne disposent pas d'un espace d'exposition à proprement parler, ni d'un service éducatif comparable à ceux qui existent notamment dans les dépôts d'archives en France. Elles peuvent toutefois, depuis 2001, exposer des documents d'archives (ou plus généralement, pour des motifs de préservation, des reproductions de ceux-ci) dans les vitrines du hall et sur les murs de celui-ci.

L'exposition 2016, intitulée Archives psychiatriques: «faut-il consulter?» Contribution au débat sur la conservation des données personnelles était porteuse d'une double démarche d'ouverture: celle des fonds d'archives, dans le respect de l'anonymisation des données personnelles, et celle de l'institution vers la société et ses exigences parfois contradictoires.

Cela s'est traduit par les éléments exposés, notamment des dessins réalisés par des patients de l'Hôpital psychiatrique de Cery, et la tenue de cinq conférences-débats destinées à provoquer la discussion autour d'une thématique essentielle de l'archivistique en invitant des acteurs d'horizons divers.

Si un seul groupe issu de l'administration vaudoise a fait le déplacement afin de visiter l'exposition, les démarches individuelles étant difficiles à chiffrer, on peut cependant retenir une relativement bonne fréquentation des conférences-débats, soit entre quinze et vingt personnes en moyenne. Il convient enfin de souligner la pertinence de la programmation des interventions qui a suscité des présentations de qualité et des témoignages intenses. Citons parmi d'autres les interventions de Caroline Christiansen, ancienne patiente et auteure de *Home, sweet home* (SANP, 2015) et de Christophe Dubrit, responsable du Centre LAVI du canton de Vaud, ainsi que les présentations de Sarah Lombardi, historienne d'art, directrice de la Collection de l'Art brut, et de Mélanie Buard, préposée à la protection des données du canton de Vaud.

La table ronde de clôture a occasionné de nombreux échanges entre les animateurs/trices, Sarah Burkhalter, docteure en histoire de l'art, Mirela Caci, juriste, directrice médicale adjointe au CHUV, Yves Collaud, doctorant FNS, Jacques Gasser, psychiatre et historien, médecin chef du Département de psychiatrie et le public, modérés par Vincent Barras, historien, directeur de l'Institut universitaire d'histoire de la médecine et de la santé publique.

Du vernissage de l'exposition à la table ronde de clôture, les évènements organisés et la thématique de la conservation des données personnelles ont reçu un bon écho dans différents médias, qu'il s'agisse de la presse, dans 24heures ou Diagonales (magazine romand de la santé mentale), ou de médias électroniques comme La Gazette. Media de la fonction publique dont le reportage de mars 2016 a été placé sur You Tube.

Enfin, les ACV ont participé à l'anniversaire des 20 ans de la Fondation Internationale d'Arts et Littératures Erotiques (F.I.N.A.L.E.) en apportant, en complément à l'exposition 2016, des éléments relatifs à l'érotisme dans des œuvres d'Aloïse Corbaz et de Friedrich Sonnenstern, présentés par Florence Choquard, historienne. Dans le cadre de ce jubilé a par ailleurs été organisée aux ACV une table ronde intitulée «Conserver les archives de la marginalité», animée par Isabelle Falconnier, journaliste, critique littéraire et déléguée à la politique du livre de la ville de Lausanne, avec la participation de Marianne Enckell (Centre de recherche sur l'anarchisme, Lausanne), Jehane Zouyene (archives de la prostitution), Gilbert Coutaz (Archives cantonales vaudoises), Michel Froidevaux (Fondation Internationale d'Arts et Littératures Erotiques), Frédéric Sardet (Service Bibliothèques et Archives de la Ville de Lausanne).

12. Collaborations professionnelles

12.1. Collaborations professionnelles au niveau cantonal

Les ACV ont rempli leur mission de conseil et d'assistance aux Archives communales, en collaboration avec l'Association vaudoise des archivistes (AVA), notamment par la mise en ligne d'informations et leur *Guide pratique de gestion* renouvelé en 2016 sur leur site Internet, par des visites et par des cours ou présentations consacrés à *la loi sur l'archivage*.

Elles participent aux activités de l'AVA, en particulier au Groupe de travail «Utilisateurs vaudois d'ICA-AtoM» (voir le chapitre 4.2).

Elles ont fourni du matériel de conservation non acide à diverses Archives communales et à d'autres institutions du canton.

Elles font partie, avec la Bibliothèque cantonale et universitaire - Lausanne (BCUL) et la Bibliothèque de l'Ecole polytechnique de Lausanne (EPFL), du COnsortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAtastrophe (COSADOCA) (voir le chapitre 9).

Elles accueillent, pour des stages d'archivistique de deux mois en $2^{\rm e}$ année et de 1,5 mois en $3^{\rm e}$ année, les apprentis assistants en information documentaire de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (soit 2×2 apprentis chaque année).

En collaboration avec la BCUL, les Bibliothèques et Archives de la Ville de Lausanne, le Learning Center de l'EPFL, les Archives de l'Ecole hôtelière de Lausanne, les Centres de documentation de l'IMD et d'Alliance Sud, elles ont organisé des «stages découverte» d'une semaine (un jour ou demi-jour dans chacune des institutions participantes) destinés à l'orientation professionnelle de jeunes filles et jeunes gens intéressé(e)s par le domaine de l'information documentaire.

Gilbert Coutaz préside le Groupe «Mnemo-Pôle», qui regroupe 12 institutions en charge de la conservation sur le site universitaire de Lausanne.

Il a participé, à titre généralement privé, aux travaux de plusieurs associations culturelles ou sociétés savantes cantonales (voir le chapitre 13.2.).

La salle de conférences des ACV est mise à disposition des services de l'administration et des professeurs de l'Université de Lausanne ou d'autres institutions d'enseignement qui souhaitent y donner des cours ou séminaires illustrés par des documents originaux conservés à la Mouline. Elle accueille aussi des cours ou séances de différentes associations (voir le chapitre 11.2.).

12.2. Collaborations professionnelles au niveau national

Les ACV sont membres du CEntre de COoordination pour l'archivage à long terme de documents électroniques (CECO/KOST), auquel participent les Archives fédérales suisses, les Archives de la Principauté du Liechtenstein, 24 Archives cantonales, 4 Archives communales et la Bibliothèque de la Bourgeoisie de Berne. Depuis 2013, Gilbert Coutaz est membre du Comité de direction.

Gilbert Coutaz est membre du Comité suisse de la Protection des biens culturels, depuis 2012, et membre de la Commission historique des Salons du Général Dufour, depuis 2013.

Il est membre du Groupe de réflexion indépendant «Archives photographiques de presse», présidé par les Archives cantonales d'Argovie.

Il est membre du Conseil et du Comité scientifique de la Fondation des archives historiques de l'Abbaye de Saint-Maurice.

Eloi Contesse est membre de la Commission de formation de l'AAS, qui organise des cours et des cycles de conférences destinés à la formation de base et continue des professionnels suisses de l'archivistique.

Jérôme Guisolan est membre du Groupe de travail «Evaluation» de l'AAS, dont le mandat est d'offrir aux Archives d'Etat des modèles et des critères de décision pour l'évaluation et le tri des archives officielles.

Les archivistes des ACV ont pris part à diverses réunions de l'AAS et du Forum des archivistes genevois.

12.3. Collaborations professionnelles au niveau international

Le projet de numérisation par les Mormons de tous les registres de reconnaissance de 1234 à 1798, débuté en 2009, s'est achevé en mai 2016: voir le chapitre 10.

Pour la 2° fois de leur histoire, les ACV avaient accueilli en 2015, après celui de 2004, le VII° Colloque des archivistes de l'arc alpin occidental sur le thème: « Entre nature et culture, le paysage: sources d'archives et projets de mise en valeur ». Les actes ont été publiés intégralement en ligne sur le site des ACV, http://www.patrimoine.vd.ch/archives-cantonales/colloques/viie-colloque-2-3-juillet-2015/ et ont fait l'objet d'un résumé de 16 pages dans la revue professionnelle des archivistes, bibliothécaires et documentalistes, arbido 1/2016.

Gilbert Coutaz est le répondant pour la Suisse du VIII^e Colloque des archivistes de l'arc alpin occidental, organisé à Torre Pellice (Turin), les 12-14 octobre 2017, sur le thème: «Les archives au cœur du patrimoine culturel».

13. Relations publiques et activités diverses

13.1. Relations publiques

L'exposition 2016 a fait l'objet de trois comptes rendus dans 24 heures, 26 janvier, « Des dessins illustrent les données personnelles », dans La Gazette. Media de la fonction publique, N° 268, 10 mars, complété d'une vidéo mise en ligne: « Archives cantonales: faut-il conserver les données personnelles? et Feuille des avis officiels, 8 avril: « Quel destin pour les données personnelles? ».

«La mémoire prospective de René Berger est désormais accessible au monde», titrait 24 heures du 23 février. Autres relations dans Feuille des avis officiels, 17 février et dans La Gazette. Media de la fonction publique, N° 268,10 mars: «Les archives de René Berger à disposition du public», accompagnée d'une vidéo de présentation en ligne. Le 16 février, un communiqué de presse de l'Etat de Vaud: «Ouverture des archives de René Berger (1915-2009)» avait annoncé la manifestation officielle aux Archives cantonales vaudoises, le 19 février, en présence d'Anne-Catherine Lyon, Conseillère d'Etat et Cheffe du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, et de Vincent Grandjean, Chancelier d'Etat.

Fin de la numérisation des Mormons. «Accès à la connaissance généalogique la plus ancienne. Un colossal travail de numérisation des archives cantonales vaudoises vient de se terminer. Plus de 3 millions de prises de vue peuvent être mises en ligne», tel était l'éditorial de la *Feuille des avis officiels* du 21 juin 2016, fondé sur le communiqué de presse du Conseil d'Etat du 15 juin qui titrait: «Accès unique au monde à la connaissance généalogique la plus ancienne». Lire également: «Format bref: 6 siècles d'archives numérisées», dans *La Gazette. Media de la fonction publique*, N° 271, 30 juin, article soutenu par une vidéo en ligne.

Voici en quels termes le communiqué de presse saluait la séance solennelle du Grand Conseil du 21 juin: «Enfances volées et personnes détenues administrativement: la commission approuve le rapport du Conseil d'Etat. La commission du Grand Conseil qui a traité du rapport du Conseil d'Etat en réponse aux postulats des députés Jean-Michel Dolivo sur l'internement administratif et Josée Martin sur la sauvegarde des archives des enfances volées a pris acte du rapport de situation sur la question des victimes de mesures coercitives à des fins d'assistance prononcées entre les années 1930 et 1980 et des mesures prises par le

Canton afin de sauvegarder les archives et de fournir une aide d'urgence à des fins d'assistance pour les victimes de placements. La commission a pris acte avec satisfaction des études historiques universitaires mandatées par le Canton concernant l'évolution des mesures coercitives à des fins d'assistance durant la période de 1930 à 1981.»

Parmi les échos rencontrés, les deux suivants: «Enfances volées: l'Etat présente ses excuses. La Grand Conseil a solennellement rendu hommage aux personnes victimes de placements forcés et détenues administrativement. Un acte symbolique fort », *Feuille des avis officiels*, 28 juin et «Récits morcelés pour les enfants placés », *24 heures*, 15-16 octobre. Les travaux de recherches menées depuis avril 2013 ont été salués à cette occasion.

La parution de la 3° édition du *Guide pratique de gestion des archives communales* a été signalée dans *Point Communes!* de l'Union des communes vaudoises (UCV), N° 58, septembre, et *Canton-Communes*, publié par le Service des communes et du logement (SCL), N° 43, septembre.

La présence des ACV se retrouve dans un certain nombre d'articles à connotation historique: «Ces historiens amateurs qui racontent leur village», suivi d'un entretien avec Gilbert Coutaz: «Pas de petite ou de grande histoire», 24 heures, 4-5-6 avril; «Histoire d'ici. Le Comptoir suisse au cœur de l'histoire sociale vaudoise», 24 heures, 3-4 septembre. «Une colonie belge à Bourg-en-Lavaux», annonce de la manifestation du lendemain, 24 heures, 9 septembre. En relation avec les naturalisations, article sur un document de 1737, Feuille des avis officiels, 25 octobre et «Quand le journal «Tintin» était interdit dans le canton. Aujourd'hui, la mesure fait sourire. Et pourtant, le journal «Tintin a bel et bien été interdit dans le canton de Vaud en 1953. Retour sur cet événement et évocation des moyens actuels pour interdire une publication», Feuille des avis officiels, 18 novembre.

Gilbert Coutaz a eu droit à «L'interview du mois», sous le titre: «Archiver une mémoire pour le futur», *L'Uniscope*, 3-30 octobre.

Voir également les publications et conférences mentionnées au chapitre 13.3.

Les ACV ont recours aux diverses vitrines placées dans le hall de réception et dans la salle de lecture pour informer les usagers sur les fonds qu'elles conservent (voir le chapitre 11.6) ou pour les sensibiliser à certains problèmes, notamment de conservation et de restauration.

L'accueil de groupes de visiteurs est mentionné au chapitre 11.2. Il s'inscrit cependant aussi dans la politique générale d'information des ACV sur leurs prestations de sauvegarde et de communication du patrimoine historique vaudois. Il vise entre autres à favoriser les dépôts ou les dons de fonds d'archives privés.

La mise à disposition de la salle de conférences pour des cours ou séminaires de divers groupes ou institutions, dont l'Université de Lausanne, est également citée au chapitre 11.2, mais relève aussi de l'animation culturelle et de la sensibilisation à la sauvegarde du patrimoine, dans la mesure où les archivistes et le personnel technique sont amenés à présenter leurs activités et à faire visiter le bâtiment.

13.2. Participation à des sociétés

Les participations à des sociétés du domaine de l'archivistique sont mentionnées au chapitre 12 (Collaborations professionnelles).

Gilbert Coutaz est membre des comités de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie (SVHA), de l'Association des amis du Musée militaire vaudois (Morges), de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire (Yverdon-les-Bains) et de la Fondation Bartholomée De Felice (Yverdon-les-Bains).

Depuis 2001, il est membre du comité du Département «Recherche fondamentale» de la Société suisse d'histoire.

Il siège dans la Commission vaudoise pour la rédaction de l'inventaire des monuments d'art et d'histoire.

Il est membre fondateur et participe activement aux travaux du Groupe ETHNO-DOC, qui se consacre à la publication de témoignages de personnages connus ou inconnus apportant un éclairage original sur certains aspects de la société et de la vie quotidienne, de travail ou de loisir.

Jérôme Guisolan représente les ACV au comité du Cercle Vaudois de Généalogie (CVG).

13.3. Publications et conférences

Gilbert Coutaz a publié les contributions suivantes:

- avec la collaboration de Jérôme Guisolan: «Le pôle numérique des Archives cantonales vaudoises: son positionnement et sa plus-value», dans *Rapport d'activité 2015*, Chavannes-près-Renens, août 2016. pp. 37-69.
- Archives en Suisse. Conserver la mémoire à l'ère numérique, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes, 2016, 136 p. (Savoir suisse. Opinions)
- «Quand l'archiviste s'affirme en gestionnaire et en concepteur de politiques», dans Informationswissenschaft: Theorie, Methode und Praxis / Sciences de l'information: théorie, méthode et pratique. Travaux/Arbeiten aus dem Master of Advanced Studies in Archival, Library and Information Science, 4, 2012-2014, Berne, 2016. 2, pp. 118-121.
- «Actes du VII^e Colloque des archivistes de l'arc alpin occidental, Lausanne, 24- juillet 2015. Journées publiques, 3-3 juillet 2015 », dans *arbido*, 1, 2016, pp. 1-16.
- «Le point de vue des Archives cantonales vaudoises», dans Panayota Badinou, David Bouvier, Laurence Danguy, *Le fabuleux destin des biens culturels*, Bangkok, BSN Press, «A contrario Campus», 2016, pp. 109-113.
- avec Eloi Contesse: «Guide pratique de gestion des archives communales: mise à jour », dans *Canton-Communes*, N° 43, septembre 2016, pp. 4-5 et «Nouvelle édition du Guide pratique de gestion des archives communes », dans *Point-Communes!*, N° 58, automne 2016, pp. 18-19.
- «La croissance et la maîtrise des masses documentaires», dans arbido, 3, 2016, pp. 15-18.
- avec Nora Mathys: «Introduction», et avec Amandine Cabrio, Mathieu Emonet, Nicolas Schaetti: «Archives et bibliothèques», dans *Schweizer Pressefotografie. Einblick in die Archive Photographie de presse en Suisse. Regards sur les archives*, Zurich: Réseau Archives Photographiques de Presse, 2016, pp. 21-30 et 173-184.

Il a rédigé 1 compte rendu Malika TRACHSEL, L'histoire touristique des Rasses 1840-1930. Etude du développement du tourisme dans une station de l'Arc jurassien, Sainte-Croix: Cercle d'histoire de la région de Sainte-Croix, 2015, 189 p. (Cercle d'histoire de la Région de Sainte-Croix, Cahier N° 14), pour la Revue historique vaudoise 124, 2016, pp. 290-291.

Il a de plus prononcé trois conférences:

- le 22 mars, Université de Lausanne (Le Geopolis): «Les enjeux de la matérialité des données et de la préservation à long», dans le cadre de la Journée d'étude «Gestion de la donnée de recherche», organisée conjointement par le Service UNIRIS et le Groupe Mnémo-Pôle.
- le 10 septembre, à Grandvaux (Maison Buttin-de-Loës): «Lavaux, un patrimoine viticole millénaire », lors du 90° anniversaire de la Société Royale Union Belge-Lausanne, fondée en 1926.
- Le 13 octobre, à Lausanne (Cercle littéraire) 1^{ère} Conférence du cycle « Le Futur du Passé » « Archives en Suisse: entre passé et à venir ».

Eloi Contesse a publié:

- «D'Albert Naef à l'archéologie 3.0: la valeur de l'information en archéologie », dans *archéologie suisse* 39, 2016.3, pp. 44-46.
- avec Gilbert Coutaz: «Guide pratique de gestion des archives communales: mise à jour », dans *Canton-Communes*, N° 43, septembre 2016, pp. 4-5 et «Nouvelle édition du Guide pratique de gestion des archives communes », dans *Point-Communes!*, N° 58, automne 2016, pp. 18-19.
- Il a présenté le métier d'archiviste, le 18 février, dans le cadre du Forum Horizon 2016 organisé à l'Université de Lausanne.
- Avec M. Gilliéron, il a présenté la loi sur l'archivage destinée aux communes, dans le cadre d'un séminaire du CEP (voir le chapitre 4.2).

Jérôme Guisolan a publié:

- avec Gilbert Coutaz, «Le pôle numérique des Archives cantonales vaudoises: son positionnement et sa plus-value», dans *Rapport d'activité 2015*, Chavannes-près-Renens, août 2016. pp. 37-69.
- Capitaine Cérésole (1836-1881). Un officier suisse au service de France, [Coll. Militaria Helvetica], Centre d'Histoire et de Prospective Militaires de Pully (Verte Rive), Péronnas (France), 2016. 132 p. + XVI p.

Il a de plus prononcé:

- le 17 novembre, à la Bibliothèque nationale suisse, un exposé: «Numérisation des plans cadastraux et de la cartographie aux Archives cantonales vaudoises», devant une assemblée de restaurateurs, archivistes et professionnels de la numérisation.

Table des matières

Dossier	administratif	3
Introdu	ction	3
1. Perso	onnel	3
1.1.	Personnel régulier (au 1er janvier 2017)	4
1.2.	Personnel auxiliaire	4
1.3.	Formation permanente du personnel	6
2. Bâti	ment et équipement	6
3. Info	rmatique	8
4. Rela	tions avec les producteurs d'archives	9
4.1.	Relations avec l'administration cantonale	9
4.2.	Relations avec les communes	13
4.3.	Relations avec les particuliers et les institutions de droit privé	15
5. Accr	oissement des fonds d'archives	15
5.1.	Versements d'archives publiques	15
5.2.	Entrées d'archives privées et para-administratives	17
6. Clas	sement d'archives et création d'instruments de recherche	18
6.1.	Nouveaux inventaires de versements officiels	20
6.2.	Nouveaux inventaires de fonds privés ou para-administratifs	23
6.3.	Autres nouveaux inventaires et instruments de recherche	26
6.4.	Autres travaux de classement et d'inventaire	27
6.5.	Instruments de recherche informatique et site Internet	27
6.6.	Divers en relation avec les classements et instruments de recherche	28
7. Bibli	iothèque	28
8. Doc	umentation et collections	30
9. Prés	ervation, conservation et restauration	31
10. Mici	rofilmage et reprographie	32
11. Con	sultation et utilisation des archives	34
11.1.	Usagers individuels	35
11.2.	Groupes	37
11.3.	Documents consultés	38
11.4.	Documents prêtés	39
11.5.	Reproduction de documents pour le public	39
11.6.	Expositions	40
12. Coll	aborations professionnelles	41
12.1.	Collaborations professionnelles au niveau cantonal	41
12.2.	Collaborations professionnelles au niveau national	41
12.3.	Collaborations professionnelles au niveau international	42

13. Rela	tions publiques et activités diverses	42
13.1.	Relations publiques	42
13.2.	Participation à des sociétés	43
13.3.	Publications et conférences	44



Olivier Rubin, photographe, ACV, 2017